

# L'invisibilité des internés portugais dans les camps français en 1939-1940. Ressortissants espagnols ou « Internationaux » ?

**Cristina Clímaco**

DANS **EXILS ET MIGRATIONS IBÉRIQUES AUX XXE ET XXIe SIÈCLES** 2020/1 (N° 11-12), PAGES 258 À 304

ÉDITIONS **CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES MIGRATIONS IBÉRIQUES**

ISSN 1245-2300

ISBN 9782360135943

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-exils-et-migrations-iberiques-2020-1-page-258.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'études et de recherches sur les migrations ibériques.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Cristina Clímaco

## L'INVISIBILITÉ DES INTERNÉS PORTUGAIS DANS LES CAMPS FRANÇAIS EN 1939-1940. RESSORTISSANTS ESPAGNOLS OU « INTERNATIONAUX » ?

À la fin janvier et au début février 1939, les volontaires et les immigrés portugais franchissent la frontière des Pyrénées accompagnant la *Retirada*. Ils suivent le mouvement d'exode de la population espagnole et le retrait de l'armée républicaine. Comme leurs camarades d'Espagne, les Portugais sont internés dans des camps construits à la hâte sur les plages du Roussillon ou improvisés dans les montagnes du Vallespir et de la Cerdane pour accueillir la masse de réfugiés fuyant devant les troupes franquistes. À leur entrée en France, les Portugais de l'Espagne républicaine perdent leur visibilité, transformés par l'administration française en « brigadistes »<sup>1</sup> ou fondus dans la masse

---

1 Comme le rappelle Édouard Sill, l'emploi du terme « brigadiste » est postérieur à la guerre d'Espagne. Il est cependant assez pratique pour, dans le cas portugais, distinguer les volontaires qui ont combattu dans les Brigades internationales des combattants d'autres unités de l'armée populaire espagnole. Édouard Sill, « Le PCF et l'internement en France des volontaires internationaux de retour d'Espagne : l'impossible solde de tout compte du projet kominternien de Brigades internationales », in *Histoire documentaire du communisme*, Jean Vigreux et Romain Ducoulombier (dir.) Territoires contemporains - nouvelle série [en ligne], 3 mars 2017, n° 7, <http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/prodscientifique/TC.html>.

des ressortissants espagnols. Ils sont ignorés par l'historiographie sur les étrangers dans la guerre d'Espagne et sur les camps, y compris la plus récente<sup>2</sup>. Le volontariat portugais est passé sous silence ou cantonné aux *viriatos* profranquistes. Nous nous proposons de réfléchir aux raisons de l'invisibilité des réfugiés portugais de l'Espagne républicaine et à leur « mémoire faible ».

Nous essayerons de démêler les destins imbriqués de Portugais et d'Espagnols en replaçant les réfugiés portugais dans le contexte des flux migratoires de l'entre-deux-guerres et ensuite dans celui de la lutte antifasciste. Destins partagés pour ce qui est du séjour dans les camps d'internement, mais également des solutions de sortie. Le présent article vise ainsi à restituer la mémoire perdue des réfugiés portugais de la guerre d'Espagne, et à les rendre acteurs de l'histoire ibérique et européenne.

Rendre visible l'engagement des Portugais dans l'Espagne républicaine contraint à regarder autrement les solidarités villageoises et familiales pendant la migration et à s'intéresser au caractère transnational de la lutte antifasciste dans un jeu d'échelles complexifié par la Guerre civile. Le nombre de combattants portugais reste inconnu ; selon Jaime de Morais, ils auraient été 1.200<sup>3</sup> tandis que Jaime

2 Édouard Sill, dont les travaux ont renouvelé l'approche historiographique sur le volontariat international, est le premier à attirer l'attention sur les volontaires non combattants des Brigades internationales. Selon lui, lors de la démobilisation des combattants étrangers de l'Espagne républicaine à l'automne 1938, un tiers des démobilisés se composerait de volontaires n'ayant pas appartenu aux Brigades internationales, en majorité des Sud-américains. Aucune référence n'est cependant faite par Sill aux volontaires portugais, alors qu'il y a en Espagne, à la veille de la Guerre civile, une importante communauté immigrée (Édouard Sill, « Le PCF... », *art. cit.*). Par ailleurs, les Portugais apparaissent au 6<sup>e</sup> rang des nationalités les plus représentées à Saint-Cyprien et à Argelès à la date du 29 mars 1939. Centre d'Histoire Sociale (CHS), Fonds André Marty, 2-AM-4A-1, États des camps.

3 Biblioteca da Universidade de Coimbra (BUC), Fonds Armando Cortesão, « Situação dos antigos portugueses em Espanha, concentrados no campo de Gurs em França », rédigé par Jaime de Morais, 31 décembre 1939.

Cortesão avance un chiffre de l'ordre de deux mille<sup>4</sup>. Les chemins qui conduisent les Portugais jusqu'aux camps d'internement français relèvent de trajectoires personnelles et d'engagements politiques, cependant quatre profils principaux se dégagent :

— les émigrés économiques installés en Espagne pendant les années 1920 et la première moitié des années 1930. Intégrés dans les communautés locales, ils subissent le même sort que leurs voisins espagnols, notamment l'enrôlement de gré ou force dans les armées populaire ou nationaliste. Cette catégorie représenterait 90 % des volontaires portugais<sup>5</sup>,

— les exilés de divers courants politiques : gauche républicaine, anarchistes, cadres et militants du PCP.

— les jeunes opposants de gauche, qui évoluent dans l'orbite du FPP, partis en Espagne pour lutter contre le fascisme et/ou pour y acquérir de l'expérience au combat en vue de leur participation au soulèvement armé contre l'*Estado Novo*. Dans le cadre de futures actions armées contre le régime portugais, le FPP envoie des jeunes en Espagne républicaine pour y apprendre le maniement des armes. Leur nombre fut cependant résiduel et il ne dépasserait pas les vingt-cinq individus<sup>6</sup>,

— les combattants des Brigades internationales, essentiellement des Portugais de la diaspora (de France principalement, mais aussi des États-Unis) ayant répondu à l'appel lancé par le Komintern. Il s'agit pour la plupart de chômeurs, adhérents de la CGT, de militants du PCF ou d'éléments qui gravitent dans l'orbite communiste.

La singularité du cas portugais repose sur trois facteurs : une immigration nombreuse ; le soutien de la Seconde République espagnole aux exilés portugais qui établissent en Espagne des plateformes

4 Biblioteca Nacional de Portugal (BNP), Fonds Jaime Cortesão, E/25, lettre de Luís Francisco Rebelo, président de la Société portugaise des Auteurs à Maria da Saudade Cortesão, s/d.

5 BUC, Fonds Armando Cortesão, Jaime de Morais, « Situação... ».

6 *Idem*.

arrières à partir desquelles ils préparent la chute de la dictature portugaise<sup>7</sup> ; et enfin, la solidarité avec l'Espagne républicaine, à partir de 1936, qui provoque le déplacement vers l'Espagne de volontaires portugais, soit à partir du Portugal, soit des colonies immigrées, et plus particulièrement celle de France. Dispersés dans différentes milices, puis dans les brigades et régiments de l'Armée populaire, les volontaires portugais ne constituent pas une force nationale, à l'exception du regroupement fomenté par les anarchistes du *Núcleo Cultural de Madrid*<sup>8</sup>. Ce n'est qu'une fois internés dans les camps de concentration en France, qu'ils seront rassemblés dans un groupe national, le camp international étant organisé sur la base de l'appartenance nationale. Mais au-delà de la nationalité, peu de choses unissent le groupe, d'autant plus que l'ancienne ligne de fracture entre anarchistes et communistes reste présente, ravivée par les événements survenus au centre d'instruction, à Hostalets de Balenya, en novembre 1938. De cette mémoire, il reste peu de choses. Refoulée pendant l'*Estado Novo*, régime qui durera jusqu'en 1974, il faudra attendre les années 1980 pour que la mémoire des volontaires portugais dans l'Espagne républicaine et dans les camps soit récupérée par César Oliveira<sup>9</sup> et Varela Gomes<sup>10</sup>, les premiers à évoquer le parcours de vie des Portugais de l'Espagne républicaine. Par ailleurs, la mémoire des Brigades internationales, hégémonique et puissante, incarne l'ensemble du volontariat international en faveur de l'Espagne républicaine, laissant peu d'espace à des mémoires qui ne s'insèrent que marginalement dans le récit communiste.

7 Cristina Clímaco, « L'espace frontalier espagnol : plateforme arrière de l'opposition portugaise (1927-1936) », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* [En ligne], 18 | 2017, <http://journals.openedition.org/cccecl/6456>.

8 Une cinquantaine de Portugais des milices forment une unité nationale, intégrée à la 4<sup>e</sup> brigade mixte, commandée par les lieutenants Mário da Fonseca et Manuel Deocleciano da Ajuda. La formation se distingue dans l'assaut du mont Garabitas, dans le secteur de la Casa del Campo, mais elle est disséminée le 9 avril 1937. *A Voz do Núcleo*, n° 1, mai 1938.

9 César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil de Espanha*, Lisbonne, O Jornal, 1987.

10 Varela Gomes, *A Guerra de Espanha*, s/l, Cadernos Versus, 1987.

## Les Portugais d'Espagne : immigrés et exilés

À la veille de la guerre d'Espagne, la colonie portugaise en Espagne est nombreuse. Au Portugal, les statistiques de l'émigration, publiées dans l'*Anuário Estatístico*<sup>11</sup>, n'indiquent pas le détail des départs vers les pays européens, l'ensemble donnant lieu à la catégorie « Europe », puis « autres pays » à partir de 1936. Cependant, les données du recensement espagnol mettent en exergue la vitalité de la colonie portugaise. Les Portugais deviennent la principale communauté étrangère en Espagne, dès la fin de la Première Guerre mondiale, passant de 15.648 individus en 1920 à 25.445 en 1930<sup>12</sup>. Ces chiffres ne tiennent compte ni de la mobilité saisonnière, ni de l'immigration clandestine. Une étude ancienne de Carminda Cavaco<sup>13</sup> ouvre une fenêtre sur la mobilité saisonnière, en l'occurrence des originaires de l'Algarve, confirmée par l'étude postérieure de Marcelo Borges<sup>14</sup>. Jaime de Morais, chef de file de l'opposition, en exil en Espagne depuis 1931, attire l'attention sur la présence de nombreux saisonniers au moment de l'éclosion de la Guerre civile, qui coïncide avec la saison des moissons, activité qui employait une main-d'œuvre saisonnière importante. Ils seront enrôlés de force par les républicains et par les nationalistes<sup>15</sup>.

11 Direção Geral de Estatística, *Anuário Estatístico de Portugal*, Lisbonne, Imprensa Nacional, <https://www.ine.pt/xurl/pub/>.

12 Pour les données des recensements espagnols de 1920 et 1930, cf. <https://www.ine.es/inebaseweb/71807.do?language=0#>

13 Carminda Cavaco, « Migrações internacionais de trabalhadores do Sotavento do Algarve », *Finisterra. Revista Portuguesa de Geografia*, n° 11, vol 6, 1971, pp. 41-83 ; Carminda Cavaco, « Os campos da Raia central na perspectiva do desenvolvimento rural », *Finisterra. Revista Portuguesa de Geografia*, n° 49, vol. 25, 1990, pp. 87-142.

14 Marcelo Borges, *Correntes de ouro, a emigração portuguesa para a Argentina em perspectiva regional e transatlântica*, Lisbonne, ICS, 2018.

15 L'enrôlement coercitif est également signalé par le consul général à Paris, José Luís Archer, lors du rapatriement des réfugiés portugais, en 1939-1940. Ministério dos Negócios Estrangeiros (MNE), P2 A59 M268, dépêche du 16 mars 1940.

La colonie émigrée se répartit sur l'ensemble du territoire espagnol, mais présente une forte concentration dans les provinces frontalières. La Galice, et en particulier la région de Vigo, attirent l'émigration par la région Nord du Portugal, tandis que l'Andalousie et l'Estrémadure accueillent plutôt celle de l'Alentejo et de l'Algarve. Un troisième pôle s'est formé dans les Asturies, autour des mines. D'après Carminda Cavaco, ce sont les activités liées à la pêche qui animent la migration depuis l'Algarve, tandis que celle de l'Alentejo repose plutôt sur les mines. Le flux migratoire vers les mines de Rio Tinto est ancien et il a tissé de forts liens transfrontaliers, facteur qui jouera au début de la guerre d'Espagne dans l'engagement des migrants portugais<sup>16</sup>. Lorsque Huelva tombe aux mains des nationalistes, les mineurs portugais se solidarisent avec leurs camarades espagnols et les suivent en territoire sous contrôle républicain. La même solidarité est observée chez les mineurs portugais des Asturies et de la Biscaye, parmi lesquels le nombre de victimes de la Guerre civile aurait été considérable<sup>17</sup>.

Il s'agit d'une immigration plutôt masculine, de jeunes célibataires. Une fois en Espagne, les jeunes migrants se marient à des femmes espagnoles et s'intègrent dans les communautés locales par le biais des liens matrimoniaux, finissant par s'assimiler comme le remarque Jaime de Morais : « Ils parlent déjà plus espagnol que portugais. »<sup>18</sup> Ce même ressenti est véhiculé par Pedro Baptista da Rocha : « Partout j'ai rencontré des Portugais, la plupart était complètement "espagnolisés" et avaient fondé une famille en Espagne. Intégrés dans les brigades espagnoles, on avait du mal à les identifier et même eux se considéraient comme espagnols<sup>19</sup>. » Ils ne se distinguent guère

16 Sur la solidarité transfrontalière et le soutien aux réfugiés républicains, cf. Dulce Simões, *Frontera y guerra civil española : dominación, resistencia y usos de la memoria*, Badajoz. Diputación Provincial de Badajoz, 2013.

17 BUC, Fonds Armando Cortesão, Jaime de Morais, « Situação... ». Une étude menée par Maria José Oliveira est en cours sur les victimes portugaises en Asturies.

18 *Ibid.*

19 Pedro Baptista da Rocha, *Memórias*, f. 473.

de leurs compagnons espagnols, avec qui ils partagent les difficultés du quotidien, notamment le chômage, ainsi que les stratégies de survie, comme le révèlent les trajectoires suivies en Espagne par un certain nombre d'immigrés. Des groupes de chômeurs, parmi eux des Portugais, se déplacent vers la Catalogne, riche région industrialisée, à la recherche de travail ; surpris par l'écllosion de la Guerre civile, ils se trouveront séparés de leur famille, restée sur leur lieu de résidence, désormais en zone nationaliste.

La crise économique qui suit la Première Guerre mondiale avait amené en Espagne une immigration plus politisée que les vagues précédentes. L'agitation sociale au sein du mouvement ouvrier s'était étendue à la région agricole au sud du Tage<sup>20</sup>, et les méthodes de lutte se sont radicalisées<sup>21</sup>. Avec l'intensification de la répression policière, les militants, principalement anarcho-syndicalistes, avaient traversé la frontière pour chercher refuge en Espagne<sup>22</sup>. Par ailleurs, les anarcho-syndicalistes espagnols, poursuivis par Primo de Rivera, se sont enfuis au Portugal, ce qui a eu pour conséquence le renforcement des relations entre Portugais et Espagnols, lesquels vont militer dans des organisations homologues pendant leurs migrations. Ce fut notamment le cas de l'espagnol Manuel Pérez, qui intègre le groupe *O Semeador* lors de son exil au Portugal ; en 1926, il représente le

20 António Ventura, *Subsídios para a história do movimento sindical rural no Alto Alentejo (1910 - 1914)*, Lisbonne, Seara Nova, 1976 ; José Pacheco Pereira, *Conflitos sociais nos campos do sul de Portugal*, Nem Martins, Publicações Europa-América, 1982.

21 En 1923-1924 ont été commis à Lisbonne plus de 200 attentats. Ministère des Affaires étrangères (MAE), série Europe 1919-1940, sous-série Portugal, vol. 19, dépêche du ministre de France à Lisbonne, du 26 avril 1925. Cf. sur l'agitation populaire, Diego Palacios Cerezales, *Portugal à coronhada - Protesto popular e ordem pública nos séculos XIX e XX*, Lisbonne, Tinta-da-China, 2011 ; Filipa Freitas, *Les Jeunesses syndicalistes au Portugal (1913-1926) : idéologie, violence et révolution*, thèse de doctorat en histoire, Paris, EHESS, 2007 ; Joana Dias Pereira, « O ciclo de agitação social global de 1917-1920 », *Ler História*, n°66, 2014, pp. 44-55.

22 Sur le mouvement anarchiste au Portugal, cf. les travaux de João Freire, notamment *Les Anarchistes du Portugal*, Paris, éditions CNT-Région parisienne, 2002, et « O anarquismo nos implacáveis anos 30 », *Diário de Notícias*, du 15 mars 1984.

mouvement anarchiste portugais – l'*União Anarquista Portuguesa* (UAP) – au congrès de Marseille. Le projet de réunir en une organisation commune les mouvements libertaires portugais et espagnol avait surgi en 1924 pendant la Conférence régionale du Centre de l'UAP. La proposition est discutée au Congrès de Marseille de 1926, convoqué par la Fédération des anarchistes espagnols en exil, et acceptée. En juin 1927 est fondée la FAI lors de la Conférence de Valence<sup>23</sup>, qui se tient clandestinement avec la présence de délégués portugais.

La FAI s'organise selon le principe fédéraliste, ayant à la base des groupes d'affinité, organisés en fédérations locales et régionales, et au sommet, le Comité péninsulaire. Les groupes anarchistes portugais constituent la Régionale portugaise (FARP). Les liens avec la FAI sont lâches en raison de l'état embryonnaire dans lequel reste l'organisation jusqu'à l'avènement de la Seconde République, et du fait de la répression du mouvement ouvrier portugais à partir de 1927. Répression qui s'intensifie dès 1931-1932, et particulièrement en 1934, conduisant à l'exil un certain nombre d'anarcho-sindicalistes. La fondation en exil d'une organisation pour épauler le mouvement anarchiste au Portugal – la FAPE – et la vague de répression de la fin 1932, particulièrement violente, amènent en Espagne un groupe de militants actifs qui renouent les liens entre la FARP et la FAI, celle-ci ayant déjà accéléré sa dynamique révolutionnaire. Une deuxième vague d'exilés arrive en Espagne suite à l'échec de la grève générale révolutionnaire du 18 janvier 1934, organisée par le syndicalisme libre contre les syndicats nationaux imposés par la nouvelle organisation corporative de l'*Estado Novo*<sup>24</sup>. Parmi cette nouvelle vague d'exil se trouvent des dirigeants de la *Confederação Geral do Trabalho* (CGT), la centrale syndicale anarcho-sindicaliste, et de la FARP, dont les

23 Juan Gomez Casas, *Historia de la FAI*, Bilbao, Z Y X, 1977 ; Edgar Rodrigues, *A Resistência anarco-sindicalista à ditadura (Portugal 1922-1939)*, s/l, Sementeira, 1981 ; Stuart Christie, *Nosotros los anarquistas: un estudio de la Federación Anarquista Ibérica* (FAI), Valence, Université de Valence, 2011.

24 Fatima Patriarca, *SINDICATOS CONTRA SALAZAR : A REVOLTA DE 18 DE JANEIRO DE 1934*, LISBONNE, ICS, 2000.

responsabilités étaient souvent exercées de façon parallèle au sein des deux mouvements. Si la régularité des relations entre les mouvements portugais et espagnol est difficile à maintenir, pour des raisons intrinsèques aux contextes politiques des deux pays, les exilés et les immigrés anarchistes participent activement à la vie des organisations espagnoles, en particulier de la CNT, centrale syndicale à laquelle de nombreux immigrés portugais sont affiliés.

Quant au mouvement communiste portugais, il a peu d'emprise sur l'immigration économique. La Section portugaise de l'Internationale communiste (SPIC) est née en 1921 à partir d'une scission du mouvement anarchiste<sup>25</sup>, dont les conséquences se feront sentir pendant les décennies suivantes. Les deux courants se disputent l'influence sur le mouvement ouvrier portugais jusqu'à la Seconde Guerre mondiale par le biais de la CGT et de la Comissão Inter Sindical (CIS), fondée par les communistes en 1931. L'implantation du PCP se fait sur la même assise géographique que celle des mouvements anarchiste et anarcho-sindicaliste : la ceinture ouvrière de Lisbonne et les zones rurales au sud du Tage. Mais l'essor du Parti reste limité ; le PCP avait pratiquement disparu à la fin des années 1920<sup>26</sup>. La réorganisation de 1929 débouche sur la renaissance de l'organisation communiste ; le PCP commence alors à séduire les milieux estudiantins et intellectuels, et à mieux pénétrer le mouvement ouvrier. L'image de modernité que le PCP réussit à incarner a du succès auprès de la jeunesse, désenchantée par les méthodes d'action républicaines et anarchistes, peu adaptées aux exigences et rigueurs de la clandestinité. Le manque de cadres et la répression policière contraignent le PCP à déployer un gros effort pour

25 En 1919 est fondée la « Federação Maximalista Portuguesa » à partir d'une dissidence du syndicalisme révolutionnaire. Dans le sillage de celle-ci, naît en 1921 le PCP. Sur l'histoire de ce parti dans les années 20 et 30, cf. João Madeira, *História do PCP*, Lisbonne, Tinta da China, 2013 ; José Pacheco Pereira, *Álvaro Cunhal. Uma biografia política*, Lisbonne, Temas & Debates, vols. 1 (1999) et 2 (2001).

26 José Pacheco Pereira, « O PCP na I República: Membros e direcção », *Estudos sobre o comunismo, boletim de estudos interdisciplinares sobre o comunismo e os movimentos comunistas*, n° 1, septembre-décembre 1983, pp. 2-21.

se maintenir organisé, en conséquence le Parti décourage le départ en exil des militants, d'autant plus que le nombre d'affiliés et sympathisants reste faible. Les vagues répressives de 1932 et 1934 amènent en Espagne des militants, qui fondent en 1934-1935, l'*Organisation des communistes portugais en Espagne* (OCPE). Prolongement du PCP en Espagne, l'OCPE prétend politiser la colonie immigrée, encadrer les immigrés communistes affiliés au PCE et étendre son influence aux exilés de l'aile extrémiste du républicanisme, déçus par l'inefficacité des méthodes de lutte traditionnelles. Cependant, c'est par le biais de la radicalisation des luttes ouvrières et de l'accélération de la dynamique révolutionnaire espagnole que l'idéologie communiste pénètre chez les immigrés portugais, qui adhèrent au PCE.

Pour appuyer le déploiement des activités du PCP en Espagne est mise en place la délégation portugaise du SRI auprès de la section espagnole. Elle sert de relais entre le Portugal et l'URSS, acheminant correspondance et propagande vers l'intérieur du Portugal et prenant en charge les militants en voyage vers la Russie via Paris pour y participer aux congrès et réunions, ou visiter la patrie du communisme. La délégation portugaise du SRI fonctionne également comme une structure d'accréditation des militants communistes arrivés du Portugal; elle opère le filtrage des militants exilés de leur propre chef et sans l'autorisation du PCP. Ceux-ci sont exclus de l'aide logistique et financière du SRI espagnol<sup>27</sup>. À la veille de la guerre d'Espagne, le PCE avait remplacé le PCF comme relais dans la communication de la section portugaise avec le Komintern, et le PCP disposait d'un délégué auprès du PCE, Augusto dos Reis. Les immigrés communistes n'attendent pas la création des

27 Lettre de la délégation de Madrid, à la section portugaise du SRI, du 18 juin 1936. Arquivo Nacional Torre do Tombo (ANTT), PIDE/DGS, Serviços Centrais, processo-crime n° 1671/39. Cassiano Nunes Diogo et Eduardo da Assunção Monteiro feront les frais du contrôle exercé par la délégation portugaise du SRI. Estimant qu'ils sont dans l'imminence d'être arrêtés par la PVDE, ils partent en Espagne à la veille de la Guerre civile sans en avoir demandé l'autorisation au PCP. Ils parviennent difficilement à survivre à Madrid sans le soutien du SRI, et s'engagent dans les milices dès les premiers jours de l'*alzamiento*.

Brigades internationales pour défendre la République espagnole, ce qui explique certainement la faible présence de Portugais dans ces formations. Par ailleurs, disposant d'un canal de communication avec le PCE, du moins pendant les premiers temps de la guerre, les communistes portugais en Espagne échappent à l'encadrement des Brigades internationales, dirigées par André Marty. Ils finiront par être mis au pas lorsque les Brigades subordonnent le travail du délégué du PCP aux impératifs de la guerre et envoient au front Augusto dos Reis en tant que commissaire politique, où il décédera. Après la disparition d'Augusto dos Reis, le PCP désigne encore un autre délégué, Ludgero Pinto Basto, mais celui-ci ne parviendra pas à développer un travail politique en Espagne, finissant par rentrer au Portugal. En septembre 1938, au moment où le gouvernement républicain se prépare à retirer les combattants étrangers, arrive en Espagne un autre délégué du PCP, Francisco Barros Cachapuz, mais les circonstances dans lesquelles son accréditation lui est délivrée ne sont pas claires<sup>28</sup>. De plus, le travail politique du PCP en Espagne ne peut se faire qu'auprès des exilés républicains, qui préparent un nouveau mouvement armé contre le régime de Salazar, or celui-ci est torpillé par la direction des Brigades internationales, qui interdit aux communistes d'y participer<sup>29</sup>. À la fin de la Guerre civile, la représentation autonome du PCP en Espagne n'existe plus, subordonnée à la direction des Brigades internationales. Enfin, la suspension du PCP par le Komintern rend nulle toute velléité de

28 Suspecté d'appartenir au SRI et d'être en train d'organiser à Chaves un groupe communiste, il est arrêté par la PVDE et déporté aux Açores jusqu'en mars 1936. Ce n'est qu'après son arrivée à Paris, en octobre 1937, qu'il adhère au PC, recruté par Armando de Magalhães. Il assume la fonction de délégué du PCP à Saint-Cyprien, puis à Gurs. Après le pacte germano-soviétique, il tombe en « disgrâce » et est relégué au rang de chef de baraque. Il finit par abandonner le Parti à Argelès, lors du deuxième séjour du groupe portugais.

29 Lorsque Francisco Barros Cachapuz cherche à connaître la position du Parti sur l'opération, Palmiro Togliatti, délégué du Komintern en Espagne, se prononce contre et interdit aux communistes portugais de prendre part à « une machination qui n'était autre qu'une provocation démofasciste ». Pedro Baptista da Rocha, *Memórias*, f. 477.

travail politique que le délégué pourrait développer. Ce travail se trouve limité à l'aide apportée à l'Espagne républicaine et à la collecte de dons auprès de la communauté portugaise en France pour le « camion du Portugal antifasciste », sous l'égide de la FEPF et du CAVFP<sup>30</sup>.

L'exil républicain en Espagne étant déjà largement connu<sup>31</sup>, nous n'évoquons ici que la présence des exilés qui s'engagent en faveur de la République, terminent dans l'engrenage de la *Retirada*. C'est en Espagne que les insurgés de la révolte de février 1927 se réfugient dans un premier temps après l'échec du mouvement, avant de partir vers d'autres destinations ou de rentrer clandestinement au pays pour continuer à y conspirer contre le régime. Après l'instauration de la Seconde République, en avril 1931, l'Espagne devient une plateforme arrière de l'opposition portugaise, en particulier pour la gauche républicaine. Celle-ci, bien que composée de différentes factions, s'articule principalement autour du groupe politico-militaire dit des *Budas*, dirigé par Jaime de Morais, chef de la révolte de février 1927, Jaime Cortesão, historien et intellectuel, et Alberto de Moura Pinto, avocat et ancien ministre de la Justice, arrivé en exil en 1931 après s'être évadé de son lieu de déportation. Agrégé au noyau politique, un groupe d'officiers d'active, démis de l'armée par le régime portugais, qui depuis 1926 conspire activement, coordonne un réseau d'opérationnels (militaires et civils) et d'agents de liaison. Lors de l'éclosion de la Guerre civile, les officiers se mettent au service de la République, notamment le capitaine César de Almeida<sup>32</sup>, ainsi que les

30 Le camion, dont on annonce dès le mois de juillet 1938 le départ imminent pour l'Espagne, ne part que le 19 décembre de l'école des Portugais de la rue des Buttes-Montmartre (*Ce soir*, du 19 décembre 1938).

31 Cf. notamment Cristina Clímaco, « L'émigration politique portugaise en France (1927-1940) : sources et bibliographie », *Exils et migrations ibériques au XX<sup>e</sup> siècle*, n° 2, 1995, pp. 143-161; « L'Exil portugais en France pendant la guerre d'Espagne », *Exils et Migrations Ibériques au XX<sup>e</sup> siècle*, 2013, pp. 155-173; *Republicanos, Anarquistas e Comunistas no exílio, 1927-1936*, Lisbonne, Colibri, 2017.

32 Responsable de la composante militaire de l'École de commissaires politiques, transférée en mars 1937 de Barcelone à Pins del Vallés. L'entraînement militaire des commissaires politiques comprend notamment des notions de topographie,

lieutenants Oliveira Pio<sup>33</sup> et Alexandrino dos Santos<sup>34</sup>. La spécificité portugaise réside également dans les relations étroites entretenues par les *Budas* avec les dirigeants de la Seconde République, en première ligne desquels se trouvent Azaña, Lerro, Indalecio Prieto, Martínez Barrio, Casares Quiroga, Álvarez Del Vayo, Largo Caballero, Paulino Gomes Sáenz ou encore Juan Negrín<sup>35</sup>, qui fournissent, depuis 1931, une aide logistique et financière à la cause de la République portugaise. Liens renforcés par l'adversité lorsque, en 1934-1935, le procès intenté contre Azaña, dans le cadre de l'affaire des armes pour la révolte des Asturies<sup>36</sup>, réunira en prison socialistes espagnols et exilés portugais<sup>37</sup>.

C'est à Madrid, à l'été 1936, qu'est fondé le seul véritable organisme portugais de Front populaire, l'Union des antifascistes portugais résidants en Espagne (UAPRE), une fenêtre à travers laquelle on a une vision de l'engagement des Portugais dans la Guerre civile.

---

de tactique et de stratégie, de maniement d'armes et de lutte antichars afin que, en cas de besoin, le commissaire politique puisse remplacer caporaux et officiers.

- 33 Il s'engage dans le 5<sup>e</sup> régiment comme milicien, participant à la défense de Madrid dans le secteur de Carabanchel. Il est chargé, par le général Miaja, de rétablir la ligne de la Cité universitaire. Grièvement blessé pendant l'attaque à l'Hôpital Clinique de la Cité Universitaire, qu'il commande, Oliveira Pio restera en convalescence pendant dix mois, étant ensuite nommé directeur de l'école de perfectionnement pour officiers du 5<sup>e</sup> régiment. Rétabli, il reprend le combat. En mai 1938, il est chef d'opérations dans le 23<sup>e</sup> corps d'armée, organisé pour couvrir Valence, puis inspecteur de l'armée de l'Est, avec le grade de lieutenant-colonel. En février 1939, Oliveira Pio passe la frontière avec ses troupes. Il est interné au camp de Septfonds. Fin 1939, il se réfugie au Maroc français, où il participera à la résistance, au sein du groupe Valebrègue, qui facilitera le débarquement des troupes alliées en Afrique du Nord. En 1972, le gouvernement républicain en exil lui remet la médaille de la Libération.
- 34 Sur Alexandrino dos Santos, cf. l'article de Robert Duró Fort, dans ce numéro.
- 35 Heloisa Paulo, « Une vision commune du républicanisme : la coopération entre les exilés portugais et les républicains espagnols (1931-1939) », *Exils et Migrations Ibériques au XX<sup>e</sup> siècle*, n° 8, nouvelle série, pp. 26-43.
- 36 Amaro del Rosal, 1934: *El movimiento revolucionario de Octubre*, Madrid, Akal, 1984 ; Paco Ignacio Taibo II, *Asturias: octubre 1934*, Barcelone, Crítica, 2013.
- 37 Parmi eux, Moura Pinto, Oliveira Pio et Alexandrino dos Santos, tandis que Jaime de Morais et Jaime Cortesão parviennent à se réfugier en France.

L'UAPRE accueillera les soldats en permission à Madrid à la *Casa de los Portugueses*, 96 rue Prince de Vergara. Le jeune cadre des Jeunesses communistes, Álvaro Cunhal, envoyé en mission à Madrid par le PCP, se retrouve dans la capitale lors de l'éclosion de la guerre. Dans une œuvre de fiction, *A Casa de Eulália*, il retrace l'ambiance de ces jours-là et met en scène l'engagement des Portugais dès les premiers jours du conflit espagnol.

Engagés dans les milices des syndicats, des partis et des groupes politiques, puis intégrés dans l'armée populaire et dispersés dans des régiments de l'armée populaire, leur recensement n'est pas aisé. Leur présence dans les Brigades internationales reste marginale, selon l'aveu d'une source bien renseignée, Lugdero Pinto Basto, envoyé en Espagne par la direction du PCP :

« Nous n'avons pas de formations propres aux Brigades internationales. La grande majorité des combattants portugais, sa presque totalité, est depuis le commencement enrôlée à l'Armée espagnole même [sic]. Nous y avons des soldats, des officiers et des commissaires qui ont toujours vécu et travaillé en parfaite harmonie avec les camarades espagnols. Par conséquent, notre Parti n'a jamais eu de responsable spécial; ses militants sont tous sous le contrôle direct du PC d'Espagne ou du PSUC<sup>38</sup> ».

Vers juillet 1938, avant même l'ordre de retrait des étrangers du front, a lieu le recensement des combattants portugais sur les différents fronts de guerre<sup>39</sup>. Le but était de rassembler les Portugais pour

38 Archives russes d'État d'histoire politique et sociale (RGASPI), 545 opus 3 d814. Lettre de Lugdero Pinto Basto à un destinataire inconnu (il s'agit cependant d'un cadre de haut rang des Brigades internationales ou du PCE), Barcelone, 22 janvier 1938.

39 *Idem*, « Acta de la reunión conjunta de las celulas del Bureau Militar portugues y del Acantonamiento de Hostalets-Centellas del dia 8 de entro de 1939 ». Selon Pedro Baptista da Rocha, le recensement aurait eu lieu en octobre 1938. Il a été fait par Pedro Baptista da Rocha en Catalogne et par l'anarcho-syndicaliste Manuel Firmo en zone Centre.

l'opération « Lusitânia »<sup>40</sup>, qui devait s'exécuter selon un plan établi conjointement entre l'opposition portugaise et les autorités militaires républicaines espagnoles. Il consistait en un soulèvement au Portugal, soutenu par un corps expéditionnaire constitué de combattants portugais de l'Espagne républicaine, qui débarquerait sur les côtes portugaises, armé avec du matériel de guerre cédé par le gouvernement républicain espagnol. L'opération serait conjuguée avec une offensive simultanée de l'armée républicaine en Estrémadure.



Inácio Afonso Fernandes, tué au front le 6 janvier 1937



Juventino Fleita da Costa, tué au front le 12 mars 1937

Les Portugais retirés du front sont acheminés vers le centre de démobilisation n° 3, à S. Juan de las Abadesas (Puig Alt de Ter), où a lieu la sélection des volontaires. Ceux retenus pour l'opération *Lusitânia* sont ensuite regroupés au centre de Hostalets de Balenya et les officiers à Centelles. À la veille de la *Retirada* plus de 200 Portugais, avec leurs familles, sont à S. Juan de las Abadesas, parmi eux Artur Rodrigues Paquete, commissaire politique des Brigades internationales. Les conditions matérielles au centre de San Juan de las Abadesas étant mauvaises, et les volontaires portugais ne « faisant état d'aucune discipline, d'aucune obéissance aux ordres, d'aucun travail politique et d'une propagande démagogique », André Marty propose la fermeture de ce cantonnement. La gestion de l'évacuation d'Espagne de l'ensemble

40 Sur l'opération *Lusitânia* cf. les mémoires de Jaime de Morais, *Apontamentos de uma vida*, Bordeaux, éditions Quatorze, 2020, auteur du projet, et celles de Pedro Baptista da Rocha, *Mémoires*, manuscrit inédit.

des combattants étrangers ayant été confiée au commissariat des Brigades internationales par le ministère de la Défense nationale, les « brigadistes » portugais seraient transférés au centre administratif des Brigades internationales, les autres au centre de Cardedeu<sup>41</sup>. En zone Centre, trois centaines de combattants portugais attendent le transfert à Barcelone pour y être démobilisés<sup>42</sup>. Le voyage a dû avoir lieu les derniers jours de janvier, car on retrouve le groupe parmi les internés d'Argelès-sur-Mer. Dispersés dans les brigades italienne, française et anglo-américaine, c'est cependant dans l'artillerie des Brigades internationales que les Portugais forment un groupe national. En janvier 1939, le bataillon portugais est positionné à Villanueva de Castellón, en zone Centre; sa force est estimée à 170 hommes le 1<sup>er</sup> décembre 1938<sup>43</sup>. Un autre groupe d'artillerie portugais stationne à Valence, dans la caserne *Plaza Roja*, il est composé de plus d'une centaine d'hommes<sup>44</sup>.

La composition du groupe de Hostalets de Balenya donne des indices sur l'appartenance politique des combattants portugais : les officiers sont communistes pour la plupart<sup>45</sup>, tandis que la masse des

41 RGASPI, 545 opus 1 d. 18, correspondance d'André Marty à Antonio Cerdón, du 24 décembre 1938 et du 8 janvier 1939. André Marty porte un regard critique sur le groupe de volontaires portugais, dont la gestion lui échappe : « tantôt ils informent qu'ils vont former un corps spécial, tantôt qu'ils vont immigrer au Mexique ou ailleurs ». Les visites que des civils, probablement Jaime de Morais et Jaime Cortesão, font aux officiers de Centelles sont critiquées par Marty. Il accuse également certains Portugais de ne pas être montés au front, planqués à l'arrière, en sinécure, visant sans doute Alexandrino dos Santos, en contact avec le groupe qui se prépare à l'opération *Lusitânia*.

42 *Idem*.

43 L'artillerie des Brigades internationales à Villanueva de Castellón se compose des groupes américain, anglo-canadien, cubain, sud-américain et portugais. Le 22 novembre, le groupe portugais comporte 598 hommes. Cependant, les groupes sud-américain et portugais fusionnent à la mi-décembre 1938 pour devenir le « groupe américain-portugais ». RGASPI, 545, opus 3, d. 760.

44 RGASPI, 545 opus 1 d. 18, correspondance d'André Marty à Antonio Cerdón, du 24 décembre 1938.

45 Il s'agit des officiers formés à l'école d'Artillerie de Lorca. Réservée à la formation d'officiers espagnols, l'école n'accueillait pas d'élèves étrangers. Leur admission est à placer dans le cadre des relations privilégiées entre les exilés portugais et le gouvernement républicain. Óscar de Morais, Pedro Baptista da

soldats est anarchiste. L'ambiance y est tendue ; les officiers craignent l'ascendant anarchiste sur le groupe et tentent de le contrer ce qui donne lieu à des incidents, aboutissant au décès de l'anarchiste Augusto Tomé, tué par Pedro Baptista da Rocha ; l'incident laissera des séquelles importantes qui conditionneront les relations à l'intérieur du groupe portugais d'Argelès-sur-Mer et de Gurs, lorsque l'administration des camps imposera une sociabilité forcée en organisant le camp international selon un critère national.

### **La traversée de la frontière franco-espagnole et l'internement dans les camps**

Avec la chute de Barcelone, les Portugais qui se trouvaient dans les centres de San Juan de las Abadesas, Tona, Centelles et Hostalets de Balenya se dirigent vers la frontière française. D'autres combattants, encore incorporés dans l'armée espagnole, franchissent la frontière avec leurs régiments. Accompagnant le mouvement d'exode de la population espagnole, les immigrés portugais franchissent les Pyrénées fondus dans la masse des réfugiés. Le trajet décrit par Jaime Cortesão<sup>46</sup> est emblématique des difficultés rencontrées par la population en fuite devant l'armée franquiste. Le groupe qui l'accompagne se compose d'une soixantaine de personnes, parmi lesquelles l'anarchiste José Rodrigues Reboredo<sup>47</sup>, mais il se dissout à l'arrivée à Prats-de-Mollo. Les gendarmes procèdent à une première identification, et séparent les femmes et les enfants des hommes et jeunes adultes en âge militaire. Le sort réservé aux éléments du groupe

---

Rocha, Mário Baptista dos Reis, Miguel Ramos, Manuel Roque Junior, Telmo dos Santos et Caetano João intègrent la 7<sup>e</sup> promotion.

46 Cf. la traduction française dans ce numéro.

47 Dirigeant anarcho-syndicaliste de Porto, exilé en Espagne après la vague répressive de 1932, où il deviendra la figure de référence des anarchistes exilés. Pendant la guerre d'Espagne, il représente la CGT portugaise auprès de la CNT et des organisations anarchistes à l'étranger et dirige le secrétariat de la FAPE. Interné à Argelès, puis à Gurs, il est l'élément prépondérant du groupe anarchiste, appelé par les communistes et la PVDE par le nom de « commune noire ». Rapatrié en décembre 1940, il est déporté à Tarrafal.

est divers, mais rares sont ceux qui échappent à l'internement dans les camps.

Jaime Cortesão, accompagné de son épouse et de sa fille Judith, arrive en France malade et meurtri ; il parviendra cependant à séjourner un mois à l'hôtel de la Toque blanche, à Amélie-les-Bains, vivant dans la peur du non-renouvellement de son permis de séjour, avant de partir pour Paris, puis, en septembre 1939, il s'installe à Biarritz<sup>48</sup>. Jaime de Morais, dont les quatre fils ont combattu dans l'armée républicaine, tente avec succès de les préserver de l'internement<sup>49</sup>. Inocêncio da Câmara Pires, qui avait vécu à Barcelone et s'était installé à Marseille quelques mois auparavant<sup>50</sup>, s'occupe de l'exfiltration d'Oliveira Pio et de César de Almeida, qui appartiennent au premier cercle des *Budas* et sont des éléments indispensables dans les plans de renversement du régime portugais de l'opposition en exil. Néanmoins, la plupart des Portugais d'Espagne seront internés à Argelès-sur-Mer et un petit nombre à Saint-Cyprien, après un passage par des camps de transit.

Après Prats-de-Mollo, les combattants portugais intégrés dans le groupe de Jaime Cortesão - parmi lesquels Pedro Baptista da

48 L'amnistie de juin 1940 permet aux exilés portugais de rentrer au Portugal, la veille de l'occupation allemande. Jaime Cortesão est arrêté à la frontière portugaise et emprisonné, puis banni du territoire national. En octobre 1940, il entame un nouvel exil, cette fois-ci au Brésil.

49 Jaime de Morais donne l'ordre à ses enfants de détruire toute documentation qui pourrait les identifier comme des combattants de l'armée populaire espagnole. La présence de Câmara Pires, qui se déplace jusqu'à la frontière pour accueillir les exilés portugais, peut expliquer ce succès. Si Jaime de Morais, par son âge et parce que muni d'un passeport, risque moins l'internement, il sera cependant rattrapé par l'arrêté d'expulsion dont il avait fait l'objet en 1935, et il est contraint de quitter la France au mois de mai. Il se réfugie en Belgique jusqu'en septembre 1939, étant finalement autorisé à revenir en France. Il réside à Paris jusqu'en juin 1940, date à laquelle il rentre au Portugal. Arrêté à la frontière, il est emprisonné et banni du territoire national. Il se réfugie au Brésil où il décédera en décembre 1973.

50 Avec Alberto de Moura Pinto, ils ont monté en 1938, à Marseille, une entreprise commerciale, la CECI, qui servira de couverture aux transitions financières du groupe de Barcelone.

Rocha, Mário Baptista dos Reis, Caetano João, le brigadiste Cláudio Villanova - sont transférés à Arles-sur-Tech, où ils restent deux jours à l'air libre « comme du bétail dans la pampa argentine<sup>51</sup> », regroupés dans le stade municipal, puis transférés à Amélie-les-Bains, où ils sont hébergés dans un hangar surpeuplé<sup>52</sup>. Le récit de Pedro Baptista da Rocha ne diffère pas des nombreux autres témoignages sur la façon dont la France a reçu les réfugiés espagnols ; on y retrouve des conditions d'accueil épouvantables, la faim et des scènes dégradantes de réfugiés affamés qui se disputent le peu de nourriture distribuée par les autorités françaises, l'inhumanité des individus chargés de la distribution des vivres, le pillage des bagages par des gendarmes cupides, le manque d'empathie de la part de la population française envers les « rouges »... Seule exception, la bienveillance des organisations de solidarité, qui accueillent les réfugiés à Prats-de-Mollo avec du pain et du chocolat.

Le groupe finit par être évacué sur Argelès-sur-Mer. À leur descente du train, les Portugais s'intègrent à la foule qui marche, comme des automates, vers une destination inconnue :

« Nous descendons du train, et nous passons entre les allées de gendarmes et de tireurs sénégalais, formées en guise de garde d'honneur. Nous commençons à marcher sans connaître la direction à prendre. Comme beaucoup de personnes qui marchent déjà devant nous, nous les suivons dans les bois. La file de réfugiés est interminable, grossie par de nombreux petits groupes qui arrivent sans cesse et qui sont canalisés dans la même direction. Il fait déjà nuit. Ici et là, des groupes d'hommes dorment près de feux allumés, cédant à la fatigue. Mais des milliers de personnes continuent le défilé la nuit durant, jetant des ombres gigantesques qui lèchent les arbres. De

51 Pedro Baptista da Rocha, *Mémoires*, f. 511.

52 La presse régionale dénonce le manque de conditions des camps de transit, créés en plein hiver dans la montagne : « À Amélie-les-Bains on a dû créer des centres d'accueil dans de vastes prairies, en bordure de la route nationale, ainsi qu'au stade municipal. Là, tous ces malheureux bivouaquaient jour et nuit ». *La Dépêche* (Toulouse), du 12 février 1939.

temps à autre, nous marchons sur des tronçons de route pour nous engouffrer ensuite dans les bois. Les gardes mobiles bloquent certains passages. Nous continuons à marcher. Comme personne ne sait où la marche fantomatique va s'arrêter, les personnes affaiblies par la faim et le froid s'approchent des feux allumés ou en allument un autre et s'allongent à côté. Il n'y a pas d'urgence. Notre petit groupe se rassemble au milieu de l'obscurité, parmi ces milliers d'elfes en procession nocturne. Nous traversons les rues d'une localité et nous sommes dirigés vers la plage où les réfugiés étaient concentrés. Nous atteignons les premières clôtures de barbelés. De nombreux tirailleurs sénégalais et des spahis à cheval gardent le camp, en plus des gendarmes et des gardes mobiles, ainsi que l'Armée. Nous continuons à avancer<sup>53</sup> ».

Exténués, les membres du groupe s'arrêtent et se couchent à même le sable, vaincus par la faim, le froid et le sommeil, se tenant les uns contre les autres pour se protéger du froid de la nuit, ayant leur capote comme seule protection. La vision qu'ils ont du camp le lendemain matin est cauchemardesque : des baraques improvisées avec des capotes, des parachutes, des couvertures, ou des cirés, des abris de fortune construits avec des camions ou des charrettes, le flux continu de l'arrivée de réfugiés, un « gigantesque campement de bohémiens » à perte de vue. Rien n'était prévu par les autorités françaises pour l'accueil de la masse de réfugiés, ni logement ni distribution de vivres. Les mêmes scènes de détresse se répètent face au peu de nourriture distribuée par les autorités françaises, dont la priorité première est l'encadrement des réfugiés espagnols.

Le camp d'Argelès-sur-Mer est divisé en sous-camps, chacun accueillant une catégorie spécifique de réfugiés. Les étrangers sont regroupés dans le n° 10, situé à l'extrémité du camp principal, duquel il est séparé par une petite rivière, la Riberette, qu'on traverse au moyen d'un pont. Saint-Cyprien, est organisé également sur le même principe des sous-camps ; les Internationaux sont installés dans le n° 7.

53 Pedro Baptista da Rocha, *Memórias*, ff. 513-514.

À l'arrivée des Internationaux à Argelès-sur-Mer, le commandement des Brigades internationales demande à ce que les volontaires étrangers restent regroupés<sup>54</sup>. La demande est adressée par André Marty au commandant militaire de la 16<sup>e</sup> région, qui autorise la constitution du camp international. Celui-ci est voué à accueillir l'ensemble des réfugiés étrangers de la guerre d'Espagne, indépendamment de leur appartenance aux Brigades internationales. Le système est adopté également à Saint-Cyprien et, plus tard, à Gurs<sup>55</sup>. L'organisation interne du camp international repose sur les groupes nationaux, au détriment de la reconstitution des Brigades internationales, afin de faciliter le rapatriement des étrangers, dont la direction des Brigades pense qu'il aura lieu à très brève échéance.

Les camps relèvent de l'autorité militaire, qui impose la militarisation de leur structure interne. C'est par le biais de cette chaîne verticale que les autorités militaires communiquent avec les internés. À la tête des camps d'Argelès et de Saint-Cyprien, se trouve un commandant de camp, sous la dépendance duquel sont placés les commandants des différents sous-camps, dont l'International. À l'intérieur de celui-ci, les groupes nationaux s'organisent en compagnies et sections à Argelès, en brigades et sections à Saint-Cyprien. Les commandants internationaux d'Argelès et de Saint-Cyprien cherchent à se soustraire à cette hiérarchisation et à se référer directement au commandement français, mais ils n'auront pas gain de cause. Cette chaîne de commandement favorisera l'imposition de l'autorité communiste à l'ensemble des internés étrangers. À Saint-Cyprien, où la population internationale est composée essentiellement de volontaires des Brigades internationales<sup>56</sup>, l'autorité communiste s'est imposée sans heurts et les anciennes formations ont pu se reconstituer. Par contre, à

54 CHS, Fonds André Marty, 2AL-4A1 (AM9-20; AM9-3).

55 Sur ce dernier camp cf. Claude Laharie, *Le camp de Gurs, 1939-1945. Un aspect méconnu de l'histoire du Béarn*, [Pau], J. & D. Éditions, 1993, 2<sup>e</sup> édition.

56 Des 2.859 étrangers internés à Saint-Cyprien à la fin mars, seuls 213 n'appartenaient pas aux Brigades internationales. CHS, Fonds André Marty, 2AM-4A1 (AM9.16.1), État des camps au 29 mars 1939.

Argelès, l'établissement de l'ordre communiste suscite des résistances, notamment au sein du groupe italien, commandé par un socialiste. Dans le groupe portugais, les manœuvres du commandant hongrois Otto Flatter (alias Ferenc Münnich) et de la direction clandestine du Parti communiste, aboutissent au remplacement du responsable de groupe, le major Inácio Anta<sup>57</sup>, militaire le plus gradé parmi les Portugais, par le capitaine Pedro Baptista da Rocha, militant communiste et membre du PCP. Coup de force des communistes, d'autant plus provocateur que cet officier est l'auteur de l'assassinat commis à Hostalets de Balenya, à l'encontre d'un anarchiste. Craignant la réaction anarchiste, courant politique majoritaire au sein du groupe portugais, Pedro Baptista da Rocha est assorti d'un « service d'ordre » chargé d'assurer sa protection.

À l'arrivée en France, les familles sont séparées, les femmes et les enfants étant acheminés vers des centres d'hébergement à l'intérieur de la France. Croyant à l'évacuation rapide des Internationaux, André Marty avait demandé en vain, que les épouses des Internationaux restent hébergées à proximité des camps afin de ne pas retarder leur départ. Beaucoup d'Internationaux ignorent où sont leurs femmes, en particulier les Portugais<sup>58</sup>, qui transmettent une liste de noms au commandant militaire d'Argelès.

La présence de couples portugais dans le camp des ménages à Saint-Cyprien et à Gurs attire l'attention sur un autre volet de l'exode

57 Les communistes accusent les anarchistes d'indiscipline et les rendent responsables du retard du groupe dans la mise en place des services, en particulier de l'intendance. Inácio Anta finit par démissionner et quitter le camp international pour s'installer dans l'un des camps d'Espagnols, où il devient correspondant bibliothécaire des quakers. On ignore la façon dont il quitte les camps et entre dans la résistance. En 1942, il est arrêté à son domicile de Talence, et interné au fort du Hâ, puis déporté en janvier 1943. Au camp de concentration de Sachsenhausen, il intègre la section de mathématique mise en place par les nazis dans le camp. Tuberculeux, il y décédera en février 1945.

58 Le sort de ces femmes et enfants portugais reste ignoré. Seule Maria Aurora Reborado, épouse de l'anarchiste Manuel Francisco Rodrigues, et son enfant ont pu être localisés à Livron (Drôme) sans qu'on connaisse leur conditions d'accueil.

des Portugais en France, en janvier-février 1939, celui de l'accueil des familles et des hommes qui n'étaient plus en âge de porter des armes. Contrairement aux jeunes adultes regroupés par nationalités, les traces des aînés, des femmes et des enfants seront difficilement identifiables dans la masse des réfugiés espagnols. Destins luso-espagnols une fois de plus partagés et imbriqués.

## Combien sont-ils ?

Les premiers états statistiques des Internationaux à mentionner les Portugais datent de la fin mars. Les Portugais sont alors au nombre de 351, dont 299 à Argelès-sur-Mer, et 52 à Saint-Cyprien, parmi lesquels 35 non « brigadistes », sur un total de 5.948 étrangers<sup>59</sup>. Cependant un nombre indéterminé de Portugais n'est pas interné dans le camp international, mais dans les camps espagnols, soit parce qu'ils ont échappé au contrôle d'identité des autorités françaises, soit parce qu'ils se sont déclarés de nationalité espagnole. En Espagne, l'identification des immigrés portugais se faisait au moyen du passeport et du registre consulaire (*cédula consular*), car la carte d'identité n'était pas encore généralisée au Portugal. En février 1939, la nationalité est difficilement contrôlable à la frontière par les autorités françaises, elle reste déclarative. Par ailleurs, dans le cadre d'une mobilité complexe, comme dans le cas des Portugais dont le nombre de clandestins en Espagne était important, le défaut de papiers d'identité permet d'échapper au premier contrôle des autorités françaises, ainsi que le montre le cas de Lourenço Pinto Sá. Immigré en France en 1917 pour travailler à l'arsenal de l'artillerie de Toulouse, il immigre en Espagne en 1929 et s'établit à Tarragone. Interné au camp des ménages à Saint-Cyprien, en février 1939, et dépourvu de papiers, il s'adresse alors au consulat du Portugal pour demander des documents d'identité et pouvoir ainsi quitter le camp.

59 CHS, Fonds André Marty, 2AM-4A1 (AM9.16.1). État des camps au 29 mars 1939.

Le Portugal est à l'époque l'un des pays les moins connus en France. Même les Français éduqués assimilent le Portugal à l'Espagne<sup>60</sup>. On peut aisément comprendre la difficulté de gendarmes et policiers à identifier les réfugiés portugais, qui, pour maintes raisons, passent sous silence leur nationalité portugaise. Le parcours de João Ferreira Fernandes en est l'exemple. Né à Adaúfe, il immigre en Espagne vers 1930 et s'installe dans le village galicien de San Paio de Araúxo, où il se marie à une Espagnole. En raison du manque de travail dans la région, il part avec d'autres habitants du même village en Catalogne, pour y travailler dans une mine ; il y est surpris par la Guerre civile. Le parcours jusqu'à Angoulême et au train qui, le 20 août 1940, l'emmène avec 926 autres compagnons, dont deux Portugais, jusqu'à Mauthausen, reste inconnu. Classé par les nazis en tant que *rojo*, João Ferreira Fernandes meurt à Gusen quelques jours après son arrivée en Allemagne. Sa nationalité portugaise, ainsi que celle de deux autres compagnons du convoi - José Nunes Mateus et José Ribeiro de Sousa - est restée ignorée jusqu'en 2017<sup>61</sup>. Leur parcours est symbolique de l'imbrication des trajectoires et de la porosité des relations entre Portugais et Espagnols.

Les effectifs du groupe portugais vont rester assez stables jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, signe de leur difficulté à sortir des camps et du manque de solutions. Le 4 avril, ils sont toujours 285 à Argelès. Lors du regroupement des Internationaux à Gurs, fin avril 1939, le groupe portugais présente un effectif de 349 individus. À la date du 10 juin, il y a 5,544 Internationaux internés au camp de

---

60 À la fin des années 1920, un commissaire de police chargé d'enquêter sur les exilés portugais assimile Portugais et Espagnols, ne voyant pas l'incompatibilité dans les propos qu'il écrit lorsqu'il se réfère à Bernardino Machado, qu'il identifie comme étant « président de la République portugaise, de nationalité espagnole ». Archives de la Préfecture de police de Paris, 56.800K, dépêche du chef des services des Renseignements généraux et des jeux au préfet de Police, du 7 octobre 1927.

61 C'est dans le cadre de l'exposition *Trabalhadores forçados portuguesas no III Reich*, présentée à Lisbonne en 2017, que leur identité a pu être rétablie.

Gurs, dont 3,515 ne peuvent être rapatriés dans leur pays d'origine<sup>62</sup>. Les Portugais occupent à cette date-là le 5<sup>e</sup> rang des nationalités en ce qui concerne les effectifs, après les Polonais, les Italiens, les Autrichiens et les Tchèques. Leur nombre ne subit une réduction effective qu'en octobre 1939, lorsqu'un groupe d'une centaine d'individus demande à être rapatrié au Portugal. Entre-temps, arrivent à Gurs les malades et les blessés qui étaient soignés dans les hôpitaux, accueillis en France en 1938 par convoi sanitaire, et autres volontaires arrêtés par la police pour séjour irrégulier<sup>63</sup>. Parmi les premiers, Alberto Guerreiro Mateus, volontaire des Brigades internationales ; blessé, il avait été évacué en août pour être soigné dans un hôpital de la région parisienne. Arrêté à l'été 1939 pour défaut de papiers d'identité et séjour illégal, il rejoint les camarades d'Espagne au camp de Gurs<sup>64</sup>. Les rapatriements de fin 1939/début 1940 réduisent le nombre d'internés portugais ; en février 1940, le groupe compte encore 220 individus. Après l'intégration des Portugais dans la 251<sup>e</sup> Compagnie de Travailleurs étrangers (CTE), constituée au camp de Gurs à cette date, il ne reste plus que 14 internés de nationalité portugaise. Il s'agit du noyau dur communiste, composé de membres du PCP et du PCE ou d'activistes, et opposé à la participation à l'effort de guerre dans la droite ligne du positionnement soutenu par le PCF. En avril 1940, les effectifs du groupe remontent à 26 individus, ils seront 60 à la fin du mois, et 61 le 11 mai 1940. L'augmentation des effectifs s'explique par le retour au camp de travailleurs des CTE considérés comme inaptes au

62 RGASPI, 545 opus 6 d23, Conférence des 15-16 juillet 1939.

63 À la fin du printemps 1939, la police procède à des rafles dans les hôpitaux accueillant les blessés de la guerre d'Espagne. CHS, Fonds André Marty, 2AM-4A1 (AM9-9.3), « Volontaires internationaux blessés, mutilés, malades en traitement en France et à Paris », s/d. Les vétérans étrangers d'Espagne sont envoyés à Gurs pour séjour irrégulier au fur et à mesure que la police étend les contrôles d'identité.

64 Cordonnier, né à Serpa en 1897. En juin 1940, il est évacué vers Argelès, puis interné au camp répressif du Vernet en février 1941. Il est toujours présent au camp lorsqu'en juin 1944, les Allemands évacuent les derniers prisonniers. Déporté à Dachau par le « train fantôme », il y décède le 29 avril 1945, jour de la libération du camp par les troupes américaines.

travail, de soldats renvoyés de la Légion et des Régiments de marche des volontaires étrangers (RMVE), et par l'internement de Portugais en provenance de Pau et de Bayonne, certainement des immigrés en situation irrégulière en attente de rapatriement. À la veille de l'invasion allemande, il ne reste à Gurs que 293 Internationaux<sup>65</sup>, dont 13 Portugais, qui sont évacués sur Argelès-sur-Mer à l'approche des troupes d'occupation. En novembre 1940, les effectifs remontent à 27 individus, mais la composition du groupe s'est diversifiée, accueillant également d'autres catégories d'internés.

Lors du deuxième séjour à Argelès, les vétérans portugais sont regroupés avec les Latino-Américains. Puis, lorsque les effectifs du groupe mixte se réduisent, les Portugais partageront une baraque avec les groupes estonien et letton. Les émeutes survenues au camp d'Argelès, en février 1941, contre le transfert en Afrique du Nord des « indésirables », étrangers et français, décidé par le gouvernement de Vichy, marquent la fin de la présence de Portugais dans les camps d'internement pour réfugiés espagnols. Avec le transfert au Vernet, à la fin mars 1941, les Portugais changent de statut ; leur internement relèvera désormais de leur appartenance au mouvement communiste. Au camp répressif du Vernet, les vétérans portugais retrouveront des compatriotes, y compris d'anciens camarades d'Espagne.

## Qui sont-ils ?

Les sources disponibles, corroborées par les informations issues des camps, indiquent une présence importante d'immigrés, dont une partie est analphabète. Les données sur la composition des 184<sup>e</sup> et 251<sup>e</sup> Compagnies de Travailleurs étrangers (CTE) mettent en exergue la figure de l'immigré et l'ancienneté de la mobilité vers l'Espagne. Les 19 Portugais de la 184<sup>e</sup> CTE sont arrivés en Espagne avant le début de

65 Ils devaient faire l'objet d'un prochain convoi, à former lorsque les Espagnols qui devaient émigrer en République Dominicaine auraient abandonné le Vernet. Service historique de la Défense (SHD), 31N315, note confidentielle du commandant de la 17<sup>e</sup> région militaire au commandant de la 18<sup>e</sup> région militaire, du 12 mai 1940.

la Guerre civile, parmi eux 14 avaient immigré dans les années 1920<sup>66</sup>. La participation de l'immigration portugaise dans les unités combattantes de l'Espagne républicaine se dégage également de la composition de la 25<sup>e</sup> CTE; des 47 individus identifiés, cinq avaient immigré en Espagne entre 1915 et 1919, 14 dans les années 1920-1929, et 25 dans la période comprise entre 1930 et 1934<sup>67</sup>.

Les propos de Jaime de Morais selon lesquels le groupe se composait de « maçons de Guadarrama, Solsona et environs (Catalogne), de mineurs de toutes les contrées d'Espagne, d'ouvriers de diverses industries, établis également dans tout le pays, mais peut-être davantage en Catalogne, d'ouvriers agricoles, de chauffeurs<sup>68</sup> » sont corroborés par les données chiffrées présentées par le Comité d'aide à l'Espagne républicaine (AVER) à l'occasion de la conférence internationale des 15-16 juillet 1939<sup>69</sup>. Les corps de métier les plus représentés, parmi les 320 Portugais présents à Gurs à la date du 10 juin, sont les mineurs (67), les agriculteurs (47), les ouvriers du bâtiment (41) et les manœuvres (30). Une répartition semblable est observée chez les Internationaux (données disponibles seulement pour les quatre nationalités les plus représentées). Parmi les professions diverses, trois artistes de cirque, les frères Cardinali (Victor Hugo, Horácio, Napoleão), qui animeront les manifestations artistiques organisées par les groupes pour égayer le quotidien et maintenir le moral des internés.

Le groupe comporte peu de professions libérales, mentionnons néanmoins la présence de : un médecin (Manuel Baptista dos Reis), un avocat, ainsi que de quatre étudiants (dont Mário Baptista dos Reis et Francisco Barros Cachapuz), un instituteur (Manuel Francisco Rodrigues), cinq employés de commerce (notamment Mário Fernandes et Pedro Baptista da Rocha), qui ne sont pas issus des milieux de l'immigration économique. Malgré la faible présence d'intellectuels et le

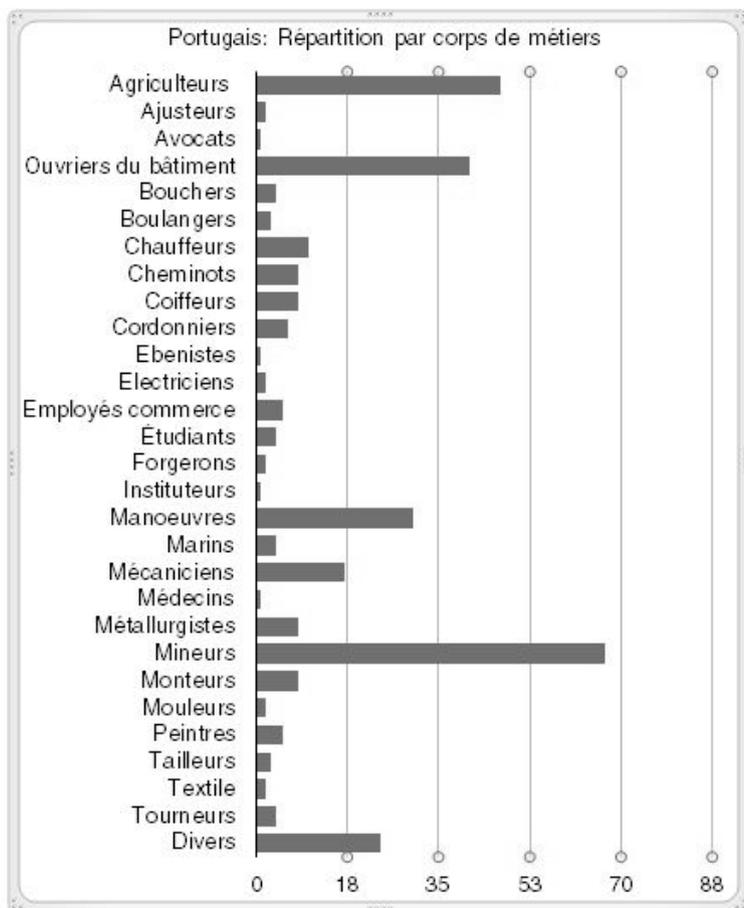
66 MNE, P2 A59 M268, dépêche n° 203, proc. 85.

67 MNE, P2 A59 M268, liste des Portugais affectés à la 25<sup>e</sup> CTE.

68 BUC, fonds Armando Cortesão, « Situação dos antigos portugueses em Espanha ».

69 RGASPI, 545, opus 6, d23.

nombre élevé d'analphabètes, les Portugais participent activement aux différentes activités culturelles et sportives organisées dans les camps.

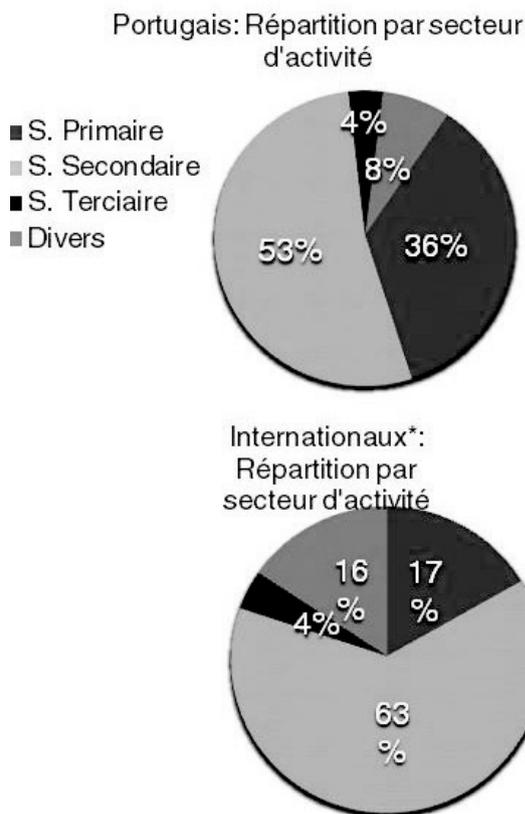


Source : RGASPI, 545, opus 6, d23

Des cours d'alphabétisation sont mis en place dans le camp international; 54 des 84 élèves sont portugais, les autres se répartissent entre différentes nationalités<sup>70</sup>. Parmi eux, Júlio Mateus Farinha; fier des compétences acquises, il exprime dans ses lettres le plaisir de

<sup>70</sup> RGASPI, 545, opus 4 d.23

pouvoir écrire à sa famille et à ses amis, même si, pour acheter du papier, il doit vendre ses vêtements<sup>71</sup>. Les apprenants portugais représentent 17,81 % des effectifs du groupe national ; chez les Franco-Marocains, le taux est de 20 %<sup>72</sup>. D'autres internés portugais suivent des cours de langue française dispensés par des Portugais ou d'autres étrangers.



Source : RGASPI, 545, opus 6, d23

71 ANTT/PVDE/proc. 316/41, lettre à Augusto, Gurs, le 25 mai 1939. Il justifie l'absence de réponse à ses lettres par le défaut de timbre et le manque d'argent alors qu'elles sont saisies par la police. Júlio Mateus Farinha est rapatrié en février 1941, arrêté par la PVDE et déporté à Tarrafal.

72 *Vie à Gurs*, septembre 1939 (journal du camp international).

Pour contrer la dépression morale, les internés mettent sur pied des activités sportives et culturelles, confectionnent des journaux<sup>73</sup>. Dans la pratique, ces activités cachent un travail politique et de propagande, en particulier communiste. Malgré le manque de figures culturelles ou artistiques marquantes, les Portugais s'investissent dans la vie du camp international. À l'instar d'autres groupes nationaux, le travail culturel développé au sein du groupe portugais est influencé par les pratiques d'action culturelle de l'anarcho-syndicalisme, qui imprègnent le mouvement ouvrier portugais jusqu'à la constitution de la Comissão Intersindical (CIS), centrale syndicale communiste, en 1931. À Argelès, le groupe portugais organise un championnat d'échecs et de dames et, à la fin du mois de mars, une fête avec des numéros artistiques et des activités sportives, animée par une chorale qui interprète de la musique populaire et des chants révolutionnaires portugais. Mais c'est à Gurs que l'encadrement culturel se structure sous l'égide de l'appareil communiste, dont l'objectif, au-delà d'occuper les internés, est de faire pression sur les autorités françaises pour qu'elles résolvent la question des vétérans d'Espagne. Une fois à Gurs, le groupe portugais propose des cours d'espéranto et de culture générale. Cependant, les Portugais préfèrent les activités sportives. Les frères Cardinali animent un groupe de jeux acrobatiques.

Les Portugais sont les premiers à organiser une fête nationale, le 2 juillet 1939, inspirée de la fête populaire de la Saint-Jean. Au programme, des activités sportives, des jeux traditionnels, des numéros de cirque, du fado et de la musique populaire. Des tableaux allégoriques, avec des personnages habillés en costume régional et qui entonnent des chants populaires, donnent à voir la culture populaire de différentes provinces<sup>74</sup>. Le moment fort de la fête est le bal,

73 *Boletim do grupo português de Argelès*, une feuille manuscrite de quatre pages, rédigée en portugais. Le n°1 date du 27 mars et le n° 2 du lendemain. Le 14 avril, le groupe fait paraître un numéro spécial à l'occasion de l'anniversaire de l'instauration de la Seconde République espagnole, en guise de salutation aux camarades espagnols.

74 PVDE, proc. 2098/41, lettre de Mário Fernandes, du 7 juillet 1939.

auquel participent même les gardes français. Lors de la célébration du 14 Juillet, promue par le commandement international, la participation portugaise au programme artistique revient aux frères Cardinali qui exécutent des numéros comiques et des acrobaties. Mais le point d'orgue des activités culturelles à Gurs est l'exposition commémorative de la Révolution française, le 19 juillet. La participation du groupe portugais, qui n'a pas d'artistes, est à la charge d'artisans qui confectionnent des maquettes en miniature représentant leur environnement professionnel : un char à bœufs, une locomotive en feuille de zinc construite par un ancien machiniste des chemins de fer, un *destroyer* réalisé par un ancien sous-officier de la marine. La participation portugaise est complétée par des dessins évocateurs de l'épopée nationale notamment un chevalier du Moyen Âge, un fantassin de l'Ordre du Christ, un marin, un étudiant de Coimbra. Le camp international de Gurs est peu à peu aménagé par les internés, s'orne de statues et de jardinetes. Le groupe portugais, peu habile pour la sculpture, excelle dans l'art du jardinage ; leur jardin-promenade est le plus réussi<sup>75</sup>. La signature du pacte germano-soviétique vient troubler ce dynamisme culturel, en créant des scissions au sein du courant communiste, puis le début de la Seconde Guerre mondiale et l'interdiction du PCF et de ses nombreuses organisations de masse tarissent le soutien indispensable à une action culturelle plus ambitieuse, destinée à aller au-delà des barbelés qui encerclent et enferment les camps.

Si la répartition des Portugais par courants politiques est estimée, à l'été 1939, à environ deux cents anarchistes, cent communistes et une cinquantaine d'apolitiques<sup>76</sup>, il faut nuancer ce tableau, car comme le remarque Jaime de Morais, l'affiliation à la CNT ou à l'UGT était nécessaire pour trouver du travail et ne traduisait pas nécessairement une adhésion à leur doctrine<sup>77</sup>. De plus, les communistes n'intègrent

75 ANTT/PVDE, proc. 2098/41, lettre de Mário Fernandes. Des dessins en sont reproduits dans sa correspondance.

76 ANTT/PVDE, proc. 36/41 (Francisco Barros Cachapuz).

77 BUC, Fonds Armando Cortesão, «Situação dos antigos portugueses em Espanha».

pas forcément les Brigades internationales, y compris ceux dont l'appartenance politique les pousserait vers ces formations. D'ailleurs, les Portugais n'ont représenté que 0,4 % des combattants des Brigades internationales<sup>78</sup>. Des 241 Portugais internés à Gurs, en octobre 1939, seulement 36 avaient combattu dans les Brigades<sup>79</sup>. Ainsi, il est curieux d'observer que les données chiffrées présentées par l'AVER inversent cette proportion : des 320 Portugais présents à Gurs le 10 juin 1939, le nombre de brigadistes s'élèverait à 254 contre seulement 55 non-brigadistes<sup>80</sup>. L'exception portugaise, partagée avec les Franco-Marocains et les Latino-Américains, semble déranger l'AVER. Jaime de Morais, que les responsabilités exercées à l'époque en tant que chef révolutionnaire de l'opposition portugaise mettaient en contact avec les combattants portugais, avance qu'il y avait des Portugais disséminés dans toutes les unités de l'armée populaire, et qu'il était difficile de trouver une brigade dont le nombre de nationaux dépassait la dizaine, et encore éparpillés dans différents bataillons<sup>81</sup>. Un tel dénombrement reste toutefois à faire en l'état actuel de la recherche sur les combattants portugais dans l'Armée populaire.

Nonobstant la prédominance des anarchistes parmi les Portugais, le rapport de force à l'intérieur du groupe ne leur est pas favorable et ils doivent se soumettre à l'ordre communiste. La spécificité portugaise s'efface et les vétérans portugais deviennent des Internationaux aux yeux des autorités du camp, de l'administration française, des instances communistes et de l'opinion publique dès leur passage de la frontière franco-espagnole.

Le commandement des Brigades internationales cherche à rétablir, dès l'arrivée dans les camps, le modèle de fonctionnement tel qu'il avait été adopté en Espagne par l'Armée populaire, à savoir la

78 RGASPI, 495, opus 6, d.6, Pourcentage des Internationaux par nationalités, s/d.

79 SHD, 31N135, tableau statistique des combattants et non-combattants des Brigades internationales internés à Gurs en octobre 1939.

80 RGASPI, 545, opus 6 d23.

81 BUC, Fonds Armando Cortesão, Jaime de Morais, « Situação... ».

coordination de l'action militaire et du travail politique, et à reconstituer les Brigades. Or, si les autorités françaises reconnaissent le commandant militaire, dans son rôle de maintien de l'ordre interne et de relais de communication avec la masse des internés, elles n'autorisent pas le travail politique des commissaires, qui sont appelés à disparaître. Leur action se développera dorénavant dans la clandestinité ou sous couvert d'activités culturelles. À Argelès, le travail politique est coordonné par l'Allemand Hornick et à Saint-Cyprien par le Paraguayen Emiliano Paiva Palacios et l'Argentin Carlos. Le travail du commissaire politique se décline dans les groupes nationaux par le biais du commissaire à la culture. Parallèlement, le PC s'organise à l'intérieur des camps en mettant en place une structure de parti clandestine, parallèle au commandement militaire, qui dirige véritablement le camp international, et qui se décline en directions par groupe national. Cependant, la mainmise du PC sur le camp international est également favorisée par l'autorisation donnée aux Internationaux d'organiser leurs propres services d'intendance, cuisine, sanitaire et postal, ce qui donne aux communistes les moyens d'exercer une répression sur les autres courants et d'imposer l'ordre et la discipline du Parti. Dans le groupe portugais d'Argelès, le lien avec la direction du Parti dans le camp est exercé par l'ancien mineur Artur Rodrigues Paquete<sup>82</sup>, puis lors du regroupement à Gurs par Francisco Barros Cachapuz, délégué du PCP en Espagne. Lorsque celui-ci prend ses distances vis-à-vis du Parti, suite à la signature du pacte germano-soviétique, la représentation du PCP est assumée par l'ancien commissaire politique António Cunha<sup>83</sup>, désormais

82 Il immigré en Espagne en 1927, puis en France en 1930. Mineur à la Combelle, puis à Saint-Étienne, il adhère au PCF. Licencié après une grève de mineurs, il part comme volontaire pour l'Espagne et s'engage dans les Brigades internationales en mai 1938. Début 1939, il est commissaire politique du Centre de démobilisation des Portugais, à Sant Joan de las Abadesas.

83 Cordonnier et musicien à Dijon. Pendant la Guerre civile, il travaille activement à Madrid pour le compte du PC, devenant commissaire politique sur le front de Jarama, puis, en décembre 1938, du groupe d'artillerie portugaise à Villanueva del Castellón. Il est coopté à Gurs pour le secrétariat du PCP dans le camp, et assurera le lien avec la direction du PC dans les camps, notamment au Vernet.

commissaire à la culture. Sous la direction de Pedro Baptista da Rocha, le PC contrôle l'ensemble des services. Frederico Paninho remplace Roque Júnior à l'intendance, qui, bien que communiste, est jugé trop proche d'Anta.

Les communistes portugais ne sont pas les seuls à exercer une répression à l'intérieur de leur groupe national. Débusquer les « provocateurs et les espions » et contrer l'ennemi devient la tâche prioritaire de l'organisation clandestine communiste. Selon un rapport envoyé depuis le camp d'Argelès, trotskistes et cénétistes, opposés à la collaboration avec les communistes, « travaillent contre la direction des Brigades internationales ». D'ailleurs André Marty n'hésite pas à assimiler les 1.200 non « brigadistes » présents au camp international au profil des libérés de prison au moment de la chute de Catalogne, condamnés pour délits de droit commun, port d'armes et rébellion armée<sup>84</sup>. Ce qui est assez réducteur dans le cas portugais, car les volontaires portugais ont combattu majoritairement dans des formations régulières. Par conséquent, l'éloignement d'Inácio Anta et son remplacement par un militant du Parti étaient inévitables, le coup de force s'inscrivant dans une stratégie plus vaste de contrôle des internés par les communistes. Mais les communistes eux-mêmes n'échappent pas à la surveillance et au contrôle du Parti. L'ambiance à l'intérieur du camp international est tendue ; l'identification et la neutralisation de « provocateurs » et « espions fascistes » prennent une dimension incommensurable. Le climat de suspicion se généralise. Frederico Paninho fera l'objet de la défiance de l'organisation communiste et sa correspondance sera surveillée, il est suspecté de correspondre avec des fascistes espagnols à Paris et la Légation du Portugal. Dans un rapport, l'organisation communiste clandestine recommande « d'aviser le PC portugais » sur les activités de Frederico Paninho<sup>85</sup>. Avec le transfert à Gurs, le contrôle communiste s'intensifie. C'est par le biais du rapport journalier présenté par le chef du camp international au

84 CHS AM9 - 8 rapport du 19 mars 1939. Selon Marti, 6.400 hommes étaient internés à cette date à Argelès et Saint-Cyprien.

85 RGASPI, 545, opus 4 dl doc. 57, rapport s/d.

commandement français que sont transmises les requêtes des internés, canalisées par les différentes directions nationales. Ce système vertical permet au PC de contrôler le fonctionnement du camp international et de punir les non-communistes. La requête de l'anarchiste Aureliano José dos Santos, qui demande l'autorisation de s'absenter temporairement du camp pour être présent à la naissance de son fils, n'est pas transmise au commandement français. De même, lorsque l'administration du camp annonce la libération d'un autre anarchiste, Dâmaso Rafael Guerreiro, celui-ci est accusé par le commandant international de s'être évadé cinq fois en deux mois<sup>86</sup>. La censure postale est justifiée par les communistes par la nécessité de protéger « l'interné de lui-même », en interceptant des listes dressées par des « individus suspects » à l'attention de la police de leurs pays respectifs :

« Une partie des internés, en raison des événements internationaux, du manque d'une structure de parti qui les soutienne, de l'irréalisme politique, de l'absence de discipline politique, s'étaient laissés aller à la démoralisation qui les conduisait à une situation de regrettable myopie. Celle-ci les empêchait de comprendre que, dans la situation où nous nous trouvions, nous devons tous, sans distinction politique, former un front commun afin de neutraliser les mauvais éléments qui, parmi nous, se proposaient de faire le jeu des geôliers et de la police. Ces éléments pernicieux devaient être démasqués et leur activité anéantie. Parmi eux, il y avait également des communistes, mais ceux-là étaient sous contrôle<sup>87</sup> ».

Lorsque le responsable du service courrier du groupe portugais, l'anarchiste Júlio Mascarenhas, dénonce la violation de la correspondance des anarchistes, il est remplacé dans cette fonction par un communiste et l'affaire présentée comme une manœuvre « provocatrice » de Mascarenhas<sup>88</sup>. Début juillet, une centaine et demie d'internés anarchistes, socialistes et républicains, de nationalité italienne,

86 D. W. Pike, *Vae Victis. Los republicanos españoles en Francia 1939-1944*, Paris, Ruedo Ibérico, 1969, p. 71.

87 Pedro Baptista da Rocha, *Memórias*, ff. 579-580.

88 *Idem*.

allemande et portugaise, victimes de la répression communiste, demandent à l'administration du camp de Gus à être séparés des communistes et à constituer un camp à part. Ils vont se rassembler dans le Groupe international indépendant<sup>89</sup>; ils sont rejoints après la signature du pacte germano-soviétique par des dissidents communistes. C'est le premier sursaut d'opposition à l'ordre communiste, d'autres viendront à mesure que PCF laissera tomber les Internationaux dans leur recherche d'une solution pour sortir des camps.

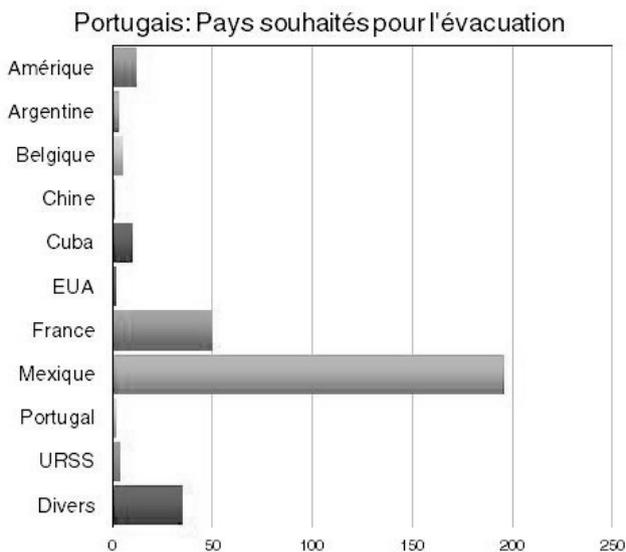
### La sortie des camps

Le problème du rapatriement des vétérans d'Espagne, en particulier de ceux qui ne peuvent pas retourner dans leur pays, se pose dès septembre 1938, lorsque le gouvernement espagnol décide du retrait des étrangers du front. Avec l'internement en France, la question devient un problème majeur pour la direction des Brigades internationales et la préoccupation première des internés. À l'arrivée des Internationaux en France, André Marty fait pression sur le gouvernement pour que les volontaires étrangers soient considérés comme des civils qui ne peuvent pas rentrer dans leur pays pour des raisons politiques. Ce qui contraindrait le gouvernement français à leur attribuer le statut d'exilés politiques et à les libérer des camps. Dès le 11 février, Marty demande au ministre de l'Intérieur d'astreindre les Internationaux au régime de résidence obligatoire dans des lieux laissés au choix du ministère<sup>90</sup>. Un mois plus tard, avec l'enlèvement de la situation des Internationaux, Marty porte devant la Chambre des députés un plan de liquidation des camps de volontaires étrangers. Il propose la libération des immigrés qui résidaient légalement en France avant leur engagement dans les Brigades internationales, la libération en France des ouvriers spécialisés, ressortissants des pays fascistes ou à « réaction », pour les employer dans les secteurs

89 D. W. Pike, *Vae Victis... op. cit.* pp. 7-77.

90 CHS, Fonds André Marty, 2AM-4A1 (AM9-20).

manquant de manœuvres, et la répartition des volontaires restants entre les pays démocratiques<sup>91</sup>. Le PCF et ses organisations satellites mènent alors une campagne destinée à faire pression sur le gouvernement français pour le conduire à adopter le plan communiste.



Source : CHS, Fonds André Marty, 2AM-4A1 (AM9-2à)

Dans le groupe portugais, le choix du pays de destination se reporte majoritairement sur le Mexique, la France n'étant qu'une deuxième option, et l'URSS un espoir secret pour les communistes :

« Tout le monde parlait de l'évacuation vers le Mexique. Les communistes rêvaient également d'une évacuation vers l'URSS. L'espoir que la France se décide à nous donner du travail commençait à s'évanouir. (...) Seuls quelques-uns des dirigeants communistes les plus importants sont partis pour l'URSS, au compte-gouttes. Le

<sup>91</sup> *Idem.* 10/3/1939. Les solutions sont différenciées en fonction du régime politique des pays d'origine des volontaires.

premier départ a eu lieu en avril. (...) Certains sont allés en Afrique du Nord<sup>92</sup> ».

Mais dans les camps, l'espoir initial d'une sortie rapide cède la place à la détresse morale lorsque le séjour s'éternise et que les internés n'ont aucune perspective de libération. Le découragement se fait particulièrement sentir lorsque les Internationaux apprennent que le Mexique ne les prendra pas<sup>93</sup>, faute de transport :

« Le Mexique était prêt à nous ouvrir les portes à condition que le problème du transport soit résolu. (...) Les journaux ont publié des articles sur le problème des réfugiés et ont fait des calculs sur ce qu'il en coûterait à l'État français de nous entretenir, les possibilités d'évacuation, le nombre de bateaux nécessaires, les millions de dollars que cela coûterait pour le transport, etc.<sup>94</sup> »

La solution collective, mot d'ordre de la direction des Brigades internationales par lequel on cherche à contenir les internés et à exercer une pression sur le gouvernement français, n'aura pas lieu. Évanoui l'espoir d'un départ pour l'URSS ou le Mexique, restent aux internés les innombrables listes élaborées à la demande de comités issus des partis politiques ou d'associations de la société civile, et pour les Portugais une attente interminable. Certains qui avaient leurs familles en France ont pu sortir des camps, mais le sentiment d'abandon est fortement ressenti chez les Portugais, y compris chez les communistes qui sont délaissés par le Parti communiste. L'évacuation des Internationaux organisée par le Parti communiste leur laisse un goût amer lorsqu'ils se rendent compte qu'aucun Portugais n'est inclus dans les convois qui partent pour les pays de l'Amérique latine<sup>95</sup>. Lorsque Francisco Barros Cachapuz proteste contre ce fait, il obtient comme réponse que l'évacuation se fait en fonction du nombre, de l'importance de la nationalité et des sacrifices concédés en Espagne.

92 Pedro Baptista da Rocha, *Memórias*, f. 528.

93 RGASPI 545, opus 4, d1. Argelès, rapport du chef du camp International, du 19 avril 1939.

94 Pedro Baptista da Rocha, *Memórias*, f. 528.

95 ANTT/PVDE, procès individuel de Francisco Barros Cachapuz, proc.106/SR.

Le prestige des Portugais au sein de la direction communiste est faible, d'autant plus que le groupe s'était fait remarquer à l'arrivée dans les camps par son indiscipline : « La réputation des Portugais était mauvaise, de même que celle du petit groupe franco-marocain et de quelques Latino-Américains. Il y avait beaucoup de racailles<sup>96</sup>. » À Saint-Cyprien, les premiers rapports des instances communistes dans le camp relatifs à l'organisation du camp international ne mentionnent même pas les Portugais, alors que d'autres nationalités dont les effectifs sont très réduits y figurent. La raison en serait la situation du PCP au sein du Komintern, suspendu de l'organisation communiste après l'évasion de prison et l'arrivée suspecte à Paris de Pável, responsable du Parti arrêté par la PVDE en janvier 1938. C'est ce que transmet Costa Leite, responsable du Parti à Gurs, à Pedro Baptista da Rocha, lorsque celui-ci l'interroge sur le défaut de l'aide communiste. Selon les propos de Costa Leite, les communistes portugais n'avaient pas de capacité révolutionnaire et le PCP était miné par des provocateurs<sup>97</sup>.

À Paris, les exilés portugais tentent d'aider les internés à améliorer leur quotidien et à trouver une solution pour leur sortie des camps. Jaime de Morais, en contact avec les organismes espagnols d'assistance aux réfugiés espagnols, tente de faire évacuer quelques Portugais vers une république latino-américaine, mais l'initiative échoue par manque de fonds<sup>98</sup>. Épousant, dans un premier temps, la ligne du Komintern, le journal antifasciste *Unir* présente la question des réfugiés comme étant un problème d'ordre général, dont la résolution devait être collective. Ainsi, il considère que demander aux internés portugais des listes de noms revenait à susciter des espoirs que le journal ne serait pas en mesure de combler. Mais lorsque le gouvernement français envisage de faire travailler les réfugiés dans l'agriculture, *Unir* se lance à son tour dans la demande de listes de candidats qu'il se propose de faire parvenir aux autorités compétentes. L'espoir créé

---

96 *Idem.*

97 *Idem.*

98 *Unir*, n° 49, du 15 juin 1939.

par cet appel est énorme ; des trois centaines de Portugais, environ deux cents posent leur candidature. *Unir* demande ensuite des listes d'ouvriers métallurgistes dès que cette catégorie d'ouvriers commence à être recrutée pour les usines françaises travaillant pour la Défense nationale. Suite aux propos du ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, à la Chambre des députés concernant la main-d'œuvre espagnole, qui serait disputée par les Alliés, Jaime de Morais cherchera à proposer aux Anglais la main-d'œuvre portugaise, non employée en France<sup>99</sup>. Des listes sont une fois de plus demandées aux internés, suscitant de nouveaux espoirs. Des démarches sont faites à Londres par Armando Cortesão<sup>100</sup>, exilé en Angleterre depuis 1935, mais elles n'auront pas de suite. Les initiatives d'évacuation envisagées par les milieux de l'exil sont vouées à l'échec faute d'argent, les exilés eux-mêmes se trouvent dans une situation financière extrêmement délicate<sup>101</sup>. La sortie des camps des Portugais se fera finalement au gré des opportunités individuelles, du découragement des internés qui finissent par demander le rapatriement au Portugal et des solutions apportées par l'administration française dans un contexte d'avant-guerre.

Si les toutes premières sorties des camps sont des évasions surveillées les premiers jours de l'internement, les premiers volontaires portugais à quitter Argelès et Saint-Cyprien sont les anciens immigrés aux États-Unis, ce pays ayant accepté de les inclure lors du rapatriement des volontaires nord-américains. La France acceptera finalement, à l'été 1939, de faire de même et de laisser sortir des camps les volontaires qui résidaient dans ce pays avant leur départ pour

99 BUC, Fonds Armando Cortesão, correspondance de Jaime de Morais, lettre du 31 décembre 1939.

100 Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est chargé des émissions en portugais de la BBC.

101 La correspondance de Jaime de Morais et de Jaime Cortesão fait état d'une situation financière très précaire. Ce dernier survit en France grâce à l'aide de coreligionnaires au Portugal, de travaux de traduction et de la rédaction d'articles pour la propagande anglaise après le début de la Seconde Guerre mondiale. Jaime de Morais tombe dans un grand désespoir face à son incapacité financière à faire sortir de France ses quatre enfants et leurs familles.

l'Espagne<sup>102</sup>. Début avril 1939, trois Portugais sont évacués dans les convois vers l'URSS<sup>103</sup>. Avec leur regroupement à Gurs, quelques Portugais demandent à être rapatriés au Portugal, mais le mouvement ne prend de l'ampleur qu'avec le début de la Seconde Guerre mondiale. D'autres demandent à être rapatriés en Espagne, où ils ont laissé leurs familles et leurs biens. Une fois en Espagne, les rapatriés portugais subissent le même sort que les réfugiés espagnols, ils sont arrêtés et internés dans les camps franquistes. Le consul portugais à Bayonne demande à plusieurs reprises l'envoi à Gurs d'un agent de la PVDE pour identifier les individus à rapatrier et les séparer des « indésirables ». Après le début de la Seconde Guerre, la demande du consul se fait plus pressante car ce dernier souhaite éviter l'engagement des Portugais dans l'armée française. Tandis que le consul à Bayonne ne souhaite rapatrier que les non-combattants et les apolitiques, la PVDE se prononce en faveur d'un rapatriement au cas par cas. Les rapatriés seront arrêtés à leur arrivée à la frontière pour déterminer « leur degré de responsabilité dans la guerre civile d'Espagne », et le consul à Paris reçoit la directive de s'abstenir de déclarer aux anciens volontaires qu'ils ont perdu leur nationalité portugaise<sup>104</sup>.

Face au manque d'options pour leur sortie des camps, les internés portugais sont contraints d'accepter les solutions que le gouvernement français improvise pour les Espagnols : à l'été 1939, les travaux agricoles et industriels et, dans le contexte de la guerre, l'engagement dans la Légion étrangère ou dans les Régiments de marche de volontaires étrangers. Une circulaire du ministre du Travail, du 27 mai

102 Parmi eux, Artur Rodrigues Paquete qui sera arrêté en janvier 1940 pour situation irrégulière en France et interné au camp du Vernet. Il demande le droit d'asile dans le cadre du décret n° 27 529, du 20 février 1937, au motif d'avoir été déchu de sa nationalité. Titulaire d'une convocation du consul d'Argentine, il est transféré, en avril 1941, au camp des Milles pour émigration. Cependant, il est rapatrié au Portugal et arrêté à son arrivée le 6 mai 1941. Il est déporté à Tarrafal, dans les îles du Cap-Vert, avec d'autres compagnons d'Espagne.

103 Cependant, aucun Portugais ne figure dans le document produit par la direction communiste faisant état des évacuations de février à fin juin 1939. RGASPI, 545 opus 6 d23.

104 Décret n° 27 529, du 20 février 1937.

1939, autorise le recrutement dans les camps de travailleurs pour les travaux agricoles. À l'été 1939, lorsque la guerre s'annonce, le gouvernement français permet aux industries qui travaillent pour la défense nationale de recruter, dans les camps, des ouvriers métallurgistes. À Gurs, l'inspection du travail met en place un atelier mécanique pour sélectionner les candidats, Manuel Firmo, milicien de la CNT, puis sergent mécanicien dans l'aviation (DECA), y passe les tests, avant d'être placé dans les usines Dewoitine, de Toulouse. Opportunités de sortie qui sont saisies par les Portugais ; on les trouvera dans les usines travaillant pour la défense nationale, mais ils seront également affectés à des travaux agricoles dans le cadre des Compagnies de travailleurs espagnols (CTE)<sup>105</sup>. Ces compagnies étant réservées aux Espagnols, la présence de Portugais témoigne une fois de plus de la porosité entre les deux nationalités. Plus tard, en février 1940, sont formées à Gurs les Compagnies de travailleurs étrangers non volontaires. Les internés portugais encore présents à Gurs sont intégrés dans la 25<sup>e</sup> CTE, surnommée CTE portugaise.

Les CTE étant tenues par les internés non communistes comme un moyen d'abandonner Gurs, des Portugais passent dans le camp espagnol pour les intégrer. C'est notamment le cas du brigadiste Cláudio Vilanova, qui profite de sa double origine. On les retrouve également dans la 184<sup>e</sup> CTE, placée à Meron près de Montreuil-Belay (Maine-et-Loire), la 147<sup>e</sup> CTE à Saint-Bonnet Tronçais (Allier) et la 187<sup>e</sup> CTE. L'identification des Portugais au sein des CTE espagnoles reste une tâche difficile. Menacés, en février 1940, d'une intégration de force dans les CTE, une partie des internés portugais, anarchistes pour la plupart, prennent les devants et optent pour l'engagement. Ils souffrent d'un internement qui se prolonge depuis trop longtemps et n'ont pour option de sortie que le rapatriement vers le Portugal et l'arrestation par la PVDE. De leur côté, les communistes portugais,

---

105 Pour le cadre juridique des CTE, cf. Vincent Parello, « Les compagnies de travailleurs étrangers (CTE) en France à la fin de la Troisième République », *Bulletin hispanique* [En ligne], n°118, 2016 <http://journals.openedition.org/bulletinhispanique/4328>.

en accord avec les directives du Parti, refusent leur intégration dans les CTE, qu'ils voient comme une collaboration à l'effort de guerre.

La 251<sup>e</sup> CTE quitte Gurs le 9 mars 1940 pour le cantonnement du Bois-des-Moines à Châlons-sur-Marne ; elle est affectée au 18<sup>e</sup> corps d'armée et travaux de fortification de la ligne de Verdun. En avril, les 251<sup>e</sup> et 252<sup>e</sup> CTE (composée majoritairement de communistes allemands) sont placées sous un commandement unique, et prennent le nom de Travailleurs étrangers des Brigades internationales. Les CTE « portugaise » et « allemande » comportent un nombre important de travailleurs inaptes aux travaux de terrassement (tuberculeux, mutilés de guerre, malades cardiaques). Craignant l'activité politique que les travailleurs étrangers des CTE pourraient développer au sein de l'armée et auprès de la population civile, les autorités militaires cherchent à éviter qu'ils aient tout contact extérieur aux cantonnements. Les dures conditions de travail dans la zone de guerre suscitent le mécontentement des travailleurs des CTE, qui protestent contre l'insuffisance des rations distribuées et leur mauvaise qualité, le manque de matériel de cuisine, de couvertures, de bois pour le chauffage. Les travailleurs allemands organisent une cellule dans le cantonnement et s'opposent au travail par l'inertie. À l'agitation communiste s'ajoute un certain nombre de désertions. Le climat de mécontentement s'aggrave lorsque l'armée allemande commence les attaques aériennes sur les positions des deux CTE. Le 19 mai, les travailleurs de la 251<sup>e</sup> CTE se refusent à travailler dans la zone dangereuse. En raison de l'agitation, les autorités militaires décident de retirer les deux CTE de la zone sujette aux bombardements. L'évacuation des 251<sup>e</sup> et 252<sup>e</sup> CTE a lieu le 23 mai en direction des Aubrais, elle est suivie quelques jours plus tard de l'invasion allemande. Lors de la débâcle, les destins seront divers : Francisco Xavier da Silva, l'un des éléments du noyau dur du groupe anarchiste, replié sur le camp de Montchadrain, rentre à Gurs au mois octobre, il sera envoyé en zone occupée, aux chantiers de la Todt de Lorient ou de Rochefort, en août 1941 ; Domingos Bartolomeu Peres rentre également à Gurs, mais il est transféré au Vernet en mars 1942, puis envoyé à la Todt de

Cherbourg fin mai 1944; José Rodrigues Reboredo, chef de file des anarchistes, est rapatrié au Portugal, où il est arrêté par la PVDE et déporté sans jugement au camp de Tarrafal.

L'engagement dans la Légion étrangère est vu, dès le début de l'internement, par le gouvernement français, comme une solution au problème des Internationaux qui ne peuvent pas retourner dans leur pays. Selon les consignes gouvernementales, une campagne devait être conduite avec discrétion, sous forme de « conseils donnés aux étrangers dépourvus d'une situation stable en France<sup>106</sup> ». En octobre 1939, les volontaires des pays neutres sont autorisés à choisir entre l'engagement dans la Légion étrangère et les RMVE<sup>107</sup>, créés par le décret du 27 mai 1939 qui autorise l'engagement des résidents étrangers de 18 à 40 ans.

Malgré la propagande déployée dans les camps en faveur de l'engagement dans la Légion étrangère, le nombre de volontaires est réduit, en raison de l'hostilité à l'égard du Parti communiste après la signature du pacte germano-soviétique. En novembre 1939, l'officier recruteur envoyé à Gurs estimait à environ 300 les volontaires prêts à signer un engagement pour la durée de la guerre, essentiellement des Allemands et des Autrichiens<sup>108</sup>. Pour amener les internés à s'engager, l'administration de Gurs convoque les groupes nationaux et reçoit individuellement les internés. Le questionnaire porte sur les raisons de l'engagement en Espagne et sur leur appartenance politique. Dans le groupe portugais, le conflit toujours latent entre communistes et anarchistes s'aggrave avec la divergence au sujet de la participation à la guerre. Les anarchistes portugais sont favorables à l'engagement dans les RMVE; les communistes les accusent de collaboration avec

106 ADA, 5M141, dépêche du ministre de l'Intérieur au préfet de Police, du 8 février 1939.

107 Ils peuvent choisir entre le contrat normal de 5 ans ou un contrat pour la durée de la guerre, en Afrique du Nord ou en métropole.

108 SHD, 7N4198. Compte-rendu du capitaine Bonnicel sur la mission effectuée au camp de Gurs, du 15 novembre 1939.

la police française<sup>109</sup>. Au 10 février, 410 Portugais, immigrés et vétérans d'Espagne, s'étaient engagés dans des formations militaires, dont 359 dans les RMVE et 51 dans la Légion<sup>110</sup>. Leur nombre aurait cependant avoisiné le millier à la veille de l'invasion allemande, dont au moins 80 se seraient engagés à Gurs, si on considère que les enrôlements au centre de Pau correspondent aux recrutements qui ont eu lieu à l'intérieur du camp international<sup>111</sup>. Parmi les engagés dans la Légion étrangère, Mário Fernandes, proche des communistes, officier des carabiniers, responsable du groupe portugais à Saint-Cyprien, puis à Gurs, avant de démissionner de cette fonction en juillet 1939, affecté au 11<sup>e</sup> REI<sup>112</sup>, ou encore Manuel Mendes, immigré en France depuis 1929, militant communiste et volontaire des Brigades internationales, affecté au 12<sup>e</sup> REI<sup>113</sup>.

## Conclusion

L'Espagne fut un laboratoire d'expériences révolutionnaires, d'autant plus que le mouvement anarchiste espagnol a accéléré sa dynamique au début des années 1930. La « fuite en avant » de la FAI

109 Pedro Baptista da Rocha, *Memórias*, f. 559.

110 SHAT, 7N2475 statistiques des enrôlements, du 10 février 1940.

111 Cf. liste des engagés incomplète et comportant des doublons in <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=227&titre=engages-volontaires-etrangers-en-1939-1940>

112 Le 11<sup>e</sup> REI se désagrège lors de l'offensive allemande. Mário Fernandes commande un groupe de réfugiés espagnols, qui parvient à percer les lignes allemandes et à se réfugier dans un village près de Vienne (Isère). Le groupe reste caché pendant quelques jours avec l'aide de villageois. Mário Fernandes s'adresse alors au consul honoraire du Portugal à Lyon, un médecin français, qui lui délivre un Muni d'un passeport. Il rentre au Portugal, où il est peu après arrêté par la PVDE. Il reste emprisonné à Peniche jusqu'à fin 1943.

113 Après la démobilisation, il est affecté au 237<sup>e</sup> GTE et incorporé dans la 47<sup>e</sup> compagnie. Placé en tant qu'ouvrier agricole chez le marquis de Lacqui, le commandant de la compagnie le tient pour un « élément de trouble, pouvant devenir dangereux pour l'ordre public ». Suite à un mouvement de protestation fomenté par les internés, il est arrêté et condamné par le Tribunal correctionnel de Draguignan. Au terme de sa peine, en février 1941, il est envoyé au Vernet, d'où il s'évade en novembre 1943. Il intègre la Résistance, combattant dans la 3<sup>e</sup> Brigade des Guérilleros espagnols.

s'est traduite par une augmentation du nombre de grèves et d'actions de revendication et une escalade de la violence politique, en particulier dans le monde rural, dans le but de fomenter un environnement insurrectionnel qui créerait les conditions de l'établissement du communisme libertaire et d'une nouvelle société. Les Portugais participent activement à la dynamique révolutionnaire du mouvement ouvrier espagnol, comme le montre la trajectoire d'une figure de proue de l'anarchisme péninsulaire, Germinal de Sousa, jeune anarchiste qui s'était exilé en Espagne en 1932. Il est expulsé vers la France en 1933 par les autorités espagnoles, puis autorisé à revenir dans le pays, avant d'être à nouveau expulsé en 1935 comme « anarchiste dangereux ». Il revient clandestinement à Barcelone avant la guerre civile. Cependant, cette participation ne se réduit pas aux figures de proue du mouvement ouvrier, elle est aussi le fait d'acteurs anonymes, dont les noms resteront inconnus, tel que celui d'un Portugais tué en Galice lors de l'affrontement entre les forces de l'ordre et le mouvement ouvrier à la veille de l'*alzamiento*.

Émigrés économiques et exilés politiques, dont les trajectoires se sont peu croisées dans l'Espagne d'avant 1936, sont pris dans le tourbillon de la défaite de l'Espagne républicaine, en février 1939, et ont partagé l'expérience de l'exode et/ou de l'internement dans les camps. Regroupés par nationalités, ils sont internés dans des camps construits à la hâte sur les plages du Roussillon pour accueillir la masse des réfugiés. Les Portugais perdent leur spécificité et cessent d'être des acteurs de leur histoire, transformés par l'administration française en brigadistes ou en ressortissants espagnols.

Si la présence de trois immigrants portugais dans le « train des 927 », premier convoi parti de la France occupée vers les camps de concentration nazis, est certainement le résultat de trajectoires individuelles, elle montre aussi la singularité de l'implication portugaise dans la guerre d'Espagne, qui ne peut être analysée exclusivement à la lumière de la solidarité internationale ni de la catégorie réductrice de « groupe portugais », à laquelle l'historiographie tend à se référer pour la participation des Portugais à la guerre d'Espagne. Des destins partagés qui

se prolongent après le début de la Seconde Guerre mondiale dans la lutte antinazie et dans la résistance à l'occupant allemand, menant un certain nombre de réfugiés portugais au travail forcé en Allemagne ou en France, et d'autres à la déportation dans les camps de concentration nazis.

Cristina Clímaco

Université Paris 8

Laboratoire d'Études Romanes



1 - Des réfugiés espagnols sur les quais de Lisbonne, en août 1936. Ils attendent d'embarquer vers la zone républicaine. (Archives nationales, 11 AR/850, fonds *Le Petit Journal*)



2 - Des aviateurs franquistes, descendus à terre par l'aviation gouvernementale, et emprisonnés à Barcelone en mars 1938. En haut de g. à dr. : les Allemands Karl Hofmeister, Willy Hesse, Teodor Kololik, Rudolf Ruker. En bas : Heinz Clavery (Allemand), José Sepúlveda (Portugais), Alberto Brondi (Italien). (Archives nationales, 11 AR/841, fonds *Le Petit Journal*)



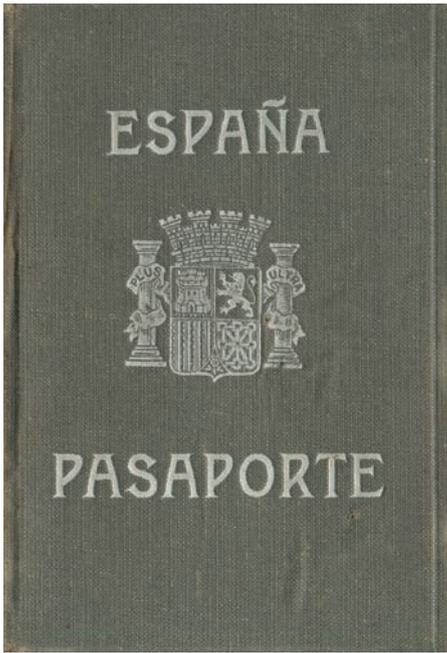
**3** - Deux mutilés portugais (caporal Cláudio Correia Mendes ?) sont décorés par le général Millan Astray, lors de l'hommage rendu aux volontaires portugais par le gouvernement nationaliste avant leur départ d'Espagne. Salamanque, juin 1939. (Archives nationales, 11 AR/841, fonds *Le Petit Journal*)



**4** - Manuel Deoclociano da Ajuda, originaire de Tavira, s'engage dans les milices populaires de Madrid dès les premiers jours de la Guerre civile. Il commande le bataillon portugais, qui se couvre de gloire le 9 avril 1937, dans l'assaut du Monte Garabitas, dans le secteur de Casa de Campo, mais qui fut décimé lors du combat. Il est promu lieutenant, suite au plan de destruction de l'Hôpital Clinique, occupé par les franquistes, dont il fut le concepteur. Souffrant d'hallucinations, après une grave blessure à la tête lorsqu'il était au front, à Paredes de Buitrago, en août 1937, il se suicide quelques mois plus tard. (*Unir*, n° 20, 5/2/1938)



**5** - Militaire de carrière, Oliveira Pio est l'un des éléments les plus actifs de l'opposition portugaise en exil. En 1932, il s'évade de Timor où il avait été déporté en conséquence de sa participation à la révolte d'août 1931. Lors de l'*alzamiento*, il se met au service du gouvernement républicain espagnol. Instructeur au 5<sup>e</sup> régiment de milices, il est grièvement blessé pendant la défense de Madrid. Il est nommé directeur de l'école de perfectionnement pour officiers du 5<sup>e</sup> régiment, puis il devient chef d'opérations dans le 23<sup>e</sup> corps d'armée, à Valence. En février 1939, il est interné au camp de Septfonds, d'où il s'évade pour continuer la lutte contre l'*Estado Novo* et le fascisme, intégrant la Résistance en Afrique du Nord. (*Unir*, n° 16, 11/12/1937)



2

SEÑAS PERSONALES — SIGNALEMENT

Profesión *Industrial.* Esposa—épouse  
(Profession) *Sustentador*

Estado civil *Casado*  
(Etat civil)

Lugar y fecha de nacimiento *Tuy*  
(Lieu et date de naissance) *Pontevedra*  
*18-8-1901*

Domicilio *Barcelona*  
(Domicile)

Rostro *Moreno*  
(Visage)

Color de los ojos *Castano*  
(Couleur des yeux)

Color del cabello *Castano*  
(Couleur des cheveux)

Señas particulares  
(Remarques particulières)

Hijos menores de 15 años  
(Enfants de moins de 15 ans)

Nombre (Nom)	Edad (Age)	Sexo (Sexe)

3 Esposa — (Epouse)



Firma del Titular  
(Signature du Titulaire)

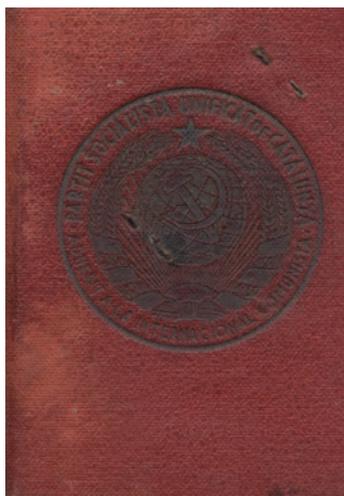
*José F. Costa Silva*

Y de su esposa  
(Et de son épouse)

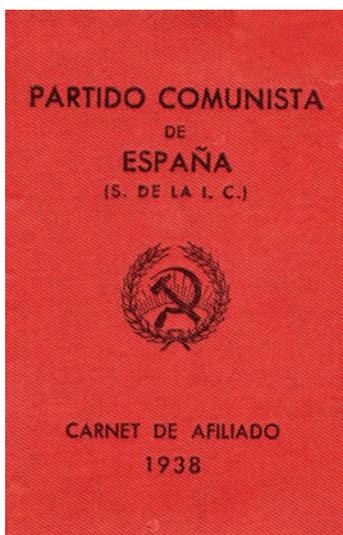
El Gobernador civil,  
(Le Gouverneur civil)  
*en Catalogne*



6 - Passeport espagnol délivré par le gouverneur civil de Catalogne au Portugais José F. Costa e Silva (alias de José Maria Ferreira), en juillet 1937. Agent de liaison des *Budas*, José Maria Ferreira circule entre l'Espagne républicaine, la France et le Portugal pour des actions révolutionnaires dans le cadre du mouvement préparé par l'opposition portugaise contre le régime de Salazar, et fomenté avec l'aide du gouvernement républicain espagnol. (Collection privée Christine Ferreira)



**7-8** - Pendant la Guerre civile de nombreux Portugais adhèrent aux partis politiques et aux syndicats espagnols, soit par conviction politique soit comme stratégie de survie pour avoir une protection ou des facilités, notamment en matière d'approvisionnement en denrées alimentaires, soit encore pour trouver du travail. En haut : carte de membre du PSUC de José Maria Ferreira, parti auquel adhèrent les exilés républicains en Catalogne. (Collection privée Christine Ferreira). En bas : carte de membre du PCE de Pedro Baptista da Rocha. (RGASPI, Brigades internationales, fonds 545 opus 6 d 817)





**9** - De g. à dr. : le journaliste libertaire Jaime Brasil, correspondant à Paris du *República*, puis du *Primeiro de Janeiro* et directeur technique d'*Unir*, en reportage en Espagne, Alexandrino dos Santos, l'épouse de l'officier espagnol à droite, D. Maria do Carmo Vieira dos Santos, et l'un des adjoints d'Alexandrino. (AHM, TME, proc.106/41)



**10** - Match de football sur un terrain battu par le feu de l'artillerie et de l'aviation franquistes. Souvenir de Mário Fernandes, du corps des Carabiniers, dédié à Artur de Sousa et envoyé du camp de Gurs le 17 juillet 1939. (ANTT, PIDE/DGS, Serviços Centrais, processo individual n° 2098)



**11-12** - Des Portugais luttent en faveur de l'Espagne républicaine et intègrent dès juillet 1936 les milices populaires, puis l'armée républicaine, où ils se trouvent dispersés dans les différentes unités de l'armée régulière, y compris les Brigades internationales. En haut : automobile des services techniques du 5e Régiment, où s'est engagé José Maria Ferreira. (Collection privée Christine Ferreira). En bas : charriot à munitions de la compagnie de Mário Fernandes, du corps des Carabiniers (ANTT, PIDE/DGS, Serviços Centrais, processo individual n° 2098).



Pontevedra 28-12-36

Ex. Do Consul Portugues  
Vigo

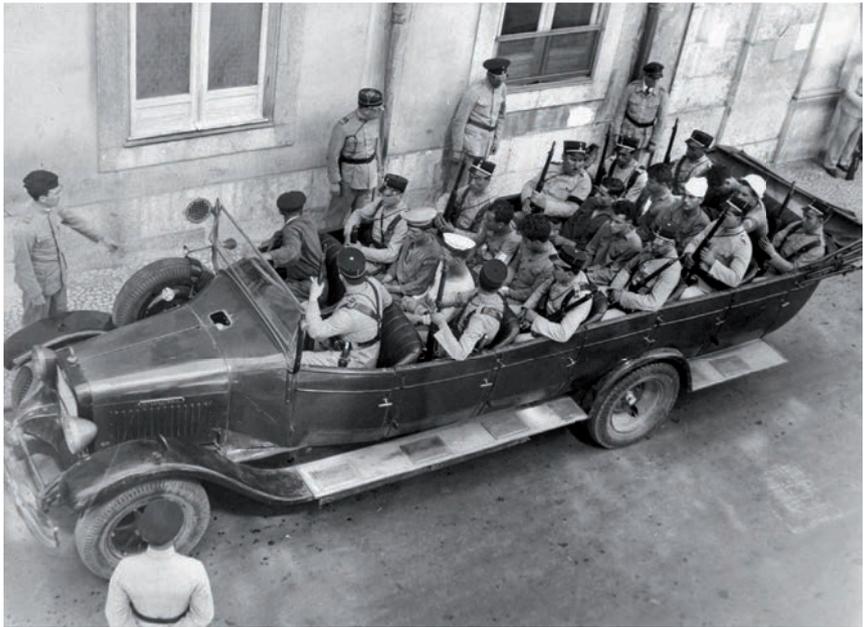
Ex. Do haja rezou minha  
vida, visto como Portugues não  
fudes abraçar a bandeira da Pátria  
querida, pois não tenho tempo que  
se o Ex. tenha junto de mim,  
Meu Deus a Portugal  
Sou filho da Pátria querida.

Manuel Graciano  
Araújo

**13-** Lettre écrite par Manuel Graciano de Araújo au consul portugais à Vigo quelques heures avant d'être fusillé par les franquistes lors de l'insurrection nationaliste. Il y réaffirme son amour pour la Patrie (Arquivo Histórico-Diplomático).

**14 -** Registre matricule de Manuel Graciano de Araújo, originaire de Cardielos (Viana do Castelo). Incorporé dans l'armée en 1927, il est licencié en août 1928. Il émigre ensuite en Galice et s'établit à Pontevedra. Il s'agit de l'unique photographie existante de Manuel Graciano, dont la famille ne connaissait même pas le visage (Arquivo Geral do Exército).





**15-16** - La révolte des bateaux du Tage, le 8 septembre 1936, a pour fond la guerre d'Espagne. L'écrasement du mouvement provoque de nombreuses arrestations et la révolte devient mythique dans la mémoire antifasciste portugaise. En haut : les marins insurgés sont conduits en prison (Casa Comum, exposition permanente, 06916.002.008). En bas : les navires mutinés sont bombardés par l'artillerie depuis la côte, ce qui contraint les mutins à abandonner les bateaux et à rejoindre la terre où ils sont arrêtés au fur à mesure de leur arrivée. (Casa Comum, fonds Alberto Pedroso, 09797.136)





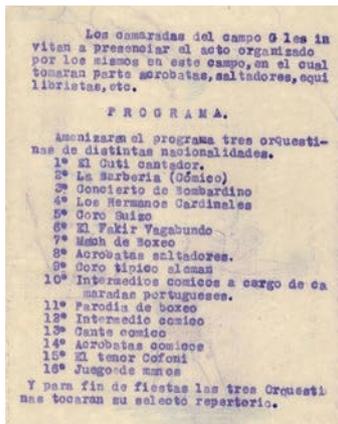
17 - Hommage aux camarades espagnols par le groupe portugais d'Argelès-sur-Mer à l'occasion de l'anniversaire de l'implantation de la Seconde République. (RGASPI, 545, opus 4 d. 29)



18 - Registre matricule d'Inácio Anta. Officier de l'armée portugaise, il sollicite un congé en 1937 et s'engage dans l'armée républicaine espagnole. Interné à Argelès-sur-Mer, il commande le groupe portugais. Il participe à la Résistance. Dénoncé, il est déporté à Sachsenhausen où il décède en février 1945. (Arquivo Geral do Exército)



19 - José Nunes Mateus, originaire de Ferrarias Cimeiras (Castelo Branco). Émigrant en Espagne, il s'engage dans les milices populaires lors de l'alzamiento. Interné en France en février de 1939, il se trouve au camp des Alliers en août 1940, lorsque les Allemands envoient vers les camps de concentration le premier train de déportés au départ de France. Il meurt à Gusen en 1941 en tant que *roth spanish*. (Collection privée de la famille Nunes Mateus)



20 - Invitation-programme à une fête organisée à Gurs par les Internationaux, à l'été 1939, avec la participation des frères Cardinali (RGASPI, 545, opus 4 d. 68)



**21** - Les frères Cardinali (Victor Hugo et Horácio ?) lors de la fête nationale du groupe portugais, à Gurs, le 2 juillet 1939. Communistes issus d'une famille de cirque d'origine italienne installée au Portugal, ils sont surpris en Espagne par la guerre civile. Trois des frères Cardinali s'engagent dans l'armée populaire. Ils animent des fêtes organisées par diverses unités combattantes en Espagne, puis dans les camps d'internement français. Victor Hugo et Horácio rentrent au Portugal en 1940, seul le second sera repéré par la PVDE. Arrêté en Espagne et expulsé vers le Portugal, Horacio Cardinali est remis à la PVDE en octobre 1940. Napoleão s'engage dans la Légion étrangère. (ANTT, PIDE/DGS, Serviços Centrais, processo individual n° 2098)



**22** - Groupe d'anarchistes portugais à Gurs en 1939 (de gauche à droite) : José Nunes, Vasco de Castro, Francisco Xavier, Manuel Firmo, Jaime Rebelo et José Rodrigues Reboredo (assis) posant à côté de la statue érigée en hommage à Durruti. Le groupe, à l'exception de Vasco de Castro, est intégré par les autorités militaires, en février 1940, dans la 251e Compagnie de Travailleurs étrangers. De retour aux camps après l'Armistice, la plupart demandent le rapatriement. José Rodrigues Reboredo et Manuel Firmo sont déportés sans jugement au camp de Tarrafal. Vasco de Castro et Jaime Rebelo sont libérés respectivement en 1940 et en 1941. José Xavier, qui a été impliqué dans l'attentat contre Salazar en 1937, retourne à Gurs et est envoyé en 1942 dans un chantier de l'organisation TODT, chargée de la construction du Mur de l'Atlantique. (Arquivo Histórico-Social, Projecto Mosca).

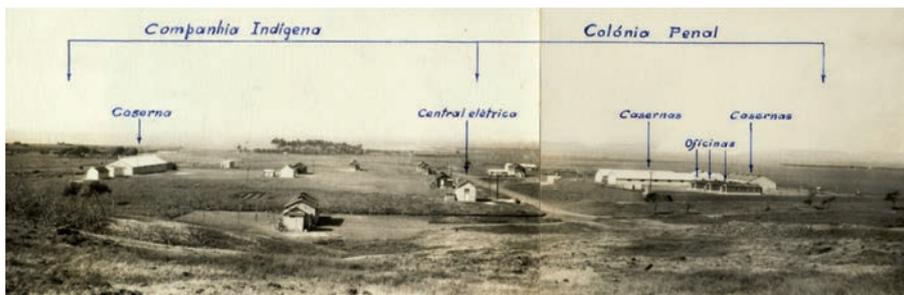


23 - Document de voyage de Frederico Paninho, interné à Gurs, faisant office de passeport, délivré par le consulat du Portugal à Bayonne, le 5 juillet 1940. (ANTT, Portugal, PIDE/DGS, Serviços Centrais, processo crime 1223/40)

24 - Jaime Cortesão et son épouse, D. Carolina, à Biarritz en 1940. Le couple et leur fille, Judite, restent à Amélie-les-Bains jusqu'à la fin du mois de mars 1939, puis ils s'installent à Paris, et en septembre à Biarritz, où résidaient d'autres exilés portugais, parmi lesquels Bernardino Machado, président de la République en exil. À la veille de l'invasion allemande, le groupe d'exilés rentre au Portugal. À la frontière, la PVDE arrête Jaime Cortesão, mais n'ose pas incarcérer Bernardino Machado. (Biblioteca Nacional, Portugal, espólio Jaime Cortesão)



25 - Les Budas - Jaime de Moraes, Jaime Cortesão et Moura Pinto - au Brésil, en 1946. Avec la Seconde Guerre mondiale, le Brésil devient la nouvelle terre d'exil de l'opposition portugaise jusqu'au début des années 1960. (collection privée Joana Rabinovitch)



**26-27** - En haut : Vue générale de la colonie pénale de Tarrafal, dans l'archipel du Cap-Vert. Inaugurée en 1936, ses premiers occupants sont les marins de la révolte du Tage, en septembre 1936. Elle accueille les opposants considérés par le régime comme dangereux pour la sécurité du régime et à partir de 1940 un certain nombre de Portugais de la guerre d'Espagne. En bas : Portail de l'entrée du camp en 1936 (Sistema de Informação para o Património Arquitectónico, 00136653, 00136654)



**28** - Couverture du livre *Tarrafal, o pântano da morte*. Prestigieux joueur de football, puis journaliste sportif, Cândido de Oliveira devient agent des services secrets anglais pendant la Seconde Guerre mondiale. Arrêté en mars 1942, il est déporté au Tarrafal. Le témoignage de son séjour au "marais de la mort" ne sera publié qu'en 1975 aux éditions Editorial República.



As tendas em que ficaram os primeiros presos desembarcados no Tarrafal. Desenho de Rogério Amaral. Fonte: GES - PCP

**29** -Baraques où furent hébergés les premiers prisonniers internés à Tarrafal, en 1936. (Dessin de Rogério Amaral, Gabinete de Estudos Sociais-Partido Comunista Português).